

ÉVOLUTION DE L'ART MILITAIRE

TOME II

Alexandre Svetchine

CHAPITRE DIX

XX^e SIÈCLE

L'époque de Moltke et l'époque de l'impérialisme. Les guerres menées en Europe après la chute de Napoléon jusqu'en 1850 avaient principalement pour but de réprimer les mouvements de libération qui surgissaient dans différents coins de l'Europe. Pour cette période de domination réactionnaire, sont typiques les campagnes de l'Autriche contre Naples en 1821, de la France contre l'Espagne en 1823, des Russes contre les Polonais en 1831, de l'expédition française en Belgique en 1831/32, de la lutte contre les carlistes en Espagne de 1834 à 1840, les campagnes des Prussiens en Bade, des Russes en Hongrie et des Autrichiens contre la Sardaigne en 1848/49. Les objectifs politiques poursuivis dans ces guerres s'inscrivent dans la logique de la politique de restauration de la Sainte-Alliance et déterminent leur caractère policier. Il s'agit de la lutte de l'Internationale des souverains contre des peuples cherchant à se libérer, la lutte des armées entraînées et permanentes contre un adversaire faiblement organisé, parfois uniquement composé d'une milice désorganisée. Le rôle policier des armées permanentes à cette époque, l'ampleur modeste des combats, leur intensité relativement faible et l'absence de traces importantes dans l'histoire de l'art militaire repoussent l'étude de cette période au second plan. L'expérience des campagnes napoléoniennes reste déterminante dans la première moitié du XIX^e siècle.

Le contenu essentiel de la plus récente évolution de l'art militaire se compose de deux grandes étapes. La première est la période où le capital industriel s'est libéré des chaînes de la réaction au XIX^e siècle et où ont commencé les guerres pour l'unification nationale des Allemands et des Italiens, caractérisées par un nouveau mot que Moltke a prononcé dans l'art militaire. Dans les chapitres précédents, nous avons essayé de souligner autant que possible les nouvelles conditions matérielles que Moltke a su prendre en compte avec génie : le télégraphe, les chemins de fer, la longueur accrue des colonnes de marche, les armes à longue portée ; l'art militaire de Moltke reposait sur une mobilisation organisée, représentant un acte simultané, sur un plan strict de transport vers le point de concentration, et visait à mener l'opération avec des masses séparées agissant selon des directions croisées ; la disposition préliminaire en ordre de réserve a disparu, les troupes commençant à entrer directement en combat depuis les colonnes de marche.

Le deuxième stade de l'évolution de l'art militaire découle de la tension politique en Europe, qui a commencé à se former à la suite de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne en 1871. Elle s'est encore accrue après le congrès de Berlin de 1879, lorsque Bismarck, tourmenté depuis 1870 par le «cauchemar des coalitions», décida de prendre l'initiative et d'associer l'Allemagne à un «cadavre vivant», représentant l'organisme politique de l'Autriche-Hongrie. La conclusion formelle de la Triple Alliance (1883), naturellement, provoqua la formation en Europe d'un camp hostile. Tant que Bismarck était au pouvoir (jusqu'en 1890), il réussissait à conclure un accord de réassurance avec la Russie ; en 1890, la Russie refusa de prolonger les accords la liant à l'Allemagne et s'engagea sur la voie de l'alliance avec la France. En 1893, après deux années de négociations, une convention militaire formelle fut conclue avec la France*. L'histoire de tous les États, dans le dernier quart du XIX^e siècle, entra dans une période d'impérialisme, et en Europe se créèrent les conditions préalables à une lutte dépassant de loin par son ampleur et sa profondeur même le point culminant atteint sous Napoléon I^{er}, et qui se développera à une échelle véritablement mondiale. La caractéristique de cette étape ascendante du développement impérialiste de l'art militaire est ce que nous concluons dans le présent ouvrage. L'étude du déclin de

l'impérialisme dans l'art militaire, cette époque où la vie historique pénétra sur les ruines laissées par la guerre mondiale, dépasse déjà le cadre du présent ouvrage.

Pour la construction des forces armées à l'époque de l'impérialisme, la stabilité et la confiance en soi du pouvoir d'État dans les principaux pays à la fin du XIXe siècle étaient extrêmement importantes. L'organisation capitaliste de la société semblait s'être stabilisée. La croissance du bien-être général, l'augmentation colossale de la productivité du travail, l'exploitation des colonies et des ressources naturelles encore intactes permettaient à la bourgeoisie d'augmenter les salaires, en particulier pour les travailleurs qualifiés, et de les intéresser matériellement au destin de leur propre État ; la famine et le besoin, qui aiguisaient tant les contradictions de classe, semblaient devoir disparaître du quotidien des États civilisés sous la domination de la bourgeoisie. Les dirigeants de la société bourgeoise devaient surmonter la peur des masses, née de la Grande Révolution de la fin du XVIIIe siècle et ravivée par les soulèvements massifs de 1848. Le rôle policier de la force armée, en raison de la diminution apparente de l'importance du front de classe interne, passait au second plan : assurée de sa puissance interne, l'impérialisme avait besoin de mobiliser au maximum tout ce que les masses pouvaient lui offrir ; avec l'intensification des contradictions extérieures entre les États, l'accroissement de la concurrence entre eux et les méthodes de résolution des questions économiques par le recours à la force — à l'époque impérialiste, aucun État ne pouvait compter conserver sa place au soleil en maintenant les préjugés féodaux à l'égard de l'armement des masses, préjugés qui limitaient encore la taille des armées à l'époque de Moltke. Mais, bien sûr, dans aucun pays cette tendance de l'impérialisme ne pouvait être totalement satisfaite.

Armée allemande. L'expression la plus marquante de cette tendance impérialiste est la réforme militaire menée en Allemagne en 1888. La position géographique de l'Allemagne au centre de l'Europe, entourée par les nations les plus belliqueuses, était particulièrement vulnérable. Les stimulants immédiats de cette réforme étaient le rapprochement entre la France et la Russie, qui allait bientôt conduire à l'établissement d'une convention militaire entre elles, et le renforcement de ces deux voisins de l'Allemagne, qui avaient emprunté à celle-ci le service militaire obligatoire. L'état-major prussien proposa une alternative : soit une guerre préventive afin d'anéantir la France, soit un grand effort militaire pour être à la hauteur des exigences d'une guerre sur deux fronts. Bismarck se prononça pour le maintien de la paix et le renforcement des forces armées. Le Reichstag rejeta les demandes du ministère de la guerre, fut dissous et, dans sa nouvelle composition, adopta la loi du 11 février 1888. La base du renforcement militaire de l'Allemagne ne pouvait être trouvée que dans un retour aux principes qui avaient été violés par la réforme de 1860. Ironiquement, l'empereur Guillaume Ier, ennemi convaincu de la Landwehr, ayant vu son mérite dans le fait d'avoir, sans craindre la menace d'une révolution, réduit celle-ci, se trouva contraint, 26 jours avant sa mort, de la rétablir. La durée totale du service militaire obligatoire dans l'armée et la Landwehr fut à nouveau portée de 12 à 19 ans ; le découpage de la Landwehr en deux classes fut rétabli et un corps de Landsturm fut créé pour les 17 à 45 ans.

La loi de 1888 prévoyait 3 ans de service actif, 4 ans dans la réserve, 5 ans dans la Landwehr de première classe (27-32 ans), 6 ans dans la Landwehr de deuxième classe (32-39 ans) et introduisait une nouvelle catégorie de réservistes de conscription, qui comprenait pendant 12 ans (de 20 à 32 ans) toutes les personnes aptes au service militaire mais n'ayant pas servi dans l'armée active. De plus, cette loi établissait le Landsturm de première classe, qui existait auparavant seulement sur le papier — personnes âgées de 17 à 39 ans, non dans la réserve, ni dans les réservistes ou la Landwehr, mais aptes au service militaire, et de deuxième classe — de 39 à 45 ans. Ainsi, la durée du service militaire obligatoire a été doublée — de 12 à 25 ans. À partir de 1893, la durée de service de 2 ans, déjà pratiquée auparavant, a été officiellement établie pour l'infanterie et l'artillerie montée, avec un allongement correspondant du service dans la réserve à 3 ans et demi. La réduction de la durée du service

actif de 3 à 2 ans, tout en maintenant une armée permanente d'environ 1 % de la population totale, entraînait une augmentation d'une fois et demie du nombre de recrues admises chaque année dans l'armée.

Avec l'expansion du service militaire obligatoire envers l'Allemagne, la tâche de démocratiser le cadre des officiers s'est posée ; la classe des junkers ne pouvait plus assurer à la politique impérialiste le recrutement de dizaines et de centaines de milliers de commandants parmi le peuple armé. En 1887, une circulaire du ministre de la Guerre invitait les commandants de régiments à offrir aux fils de la petite bourgeoisie un accès plus large à l'état-major de leurs régiments. En 1913, le ministre de la Guerre, depuis la tribune du Reichstag, exhortait déjà la petite bourgeoisie à pourvoir les postes vacants de sous-officiers de réserve et imposait aux milieux commerciaux l'exigence de ne pas hésiter à recruter principalement parmi les sous-officiers de réserve pour leurs apprentis.

Simultanément à cette réforme militaire, l'État allemand cherchait à s'attacher le plus étroitement possible les larges masses de la population. À l'époque de Moltke, cela se limitait à une influence énergique par le biais de l'obligation scolaire. Mais le pouvoir de l'enseignant se bornait aux esprits des plus jeunes âges astreints au service militaire ; le formateur suivant était l'expérience personnelle de la vie. C'est pourquoi maintenant l'État lui-même commence à mener une politique sociale, adoptée par Bismarck puis par Guillaume II à partir des socialistes de chaire. En rivalisant de cette manière avec le Parti social-démocrate, l'État concentre ses efforts également pour apprivoiser et attirer dans le giron étatique bourgeois les dirigeants social-démocrates, préparer le réformisme et la trahison sociale. Il est significatif que l'extension du service militaire obligatoire en 1888 coïncide avec le début de l'élimination des lois d'exception contre les socialistes. Le dernier ministre de l'Intérieur avant la Première Guerre mondiale, Klement Delbrück, fut vivement critiqué pour sa tendance à se montrer conciliante envers les socialistes et à les encourager ; il est significatif que lors de la défense contre ces attaques de droite, il recevait le soutien du Grand État-major. Le 4 août 1914 — jour du vote des social-démocrates en faveur de la guerre et du budget militaire — fut la justification de cette politique impérialiste. Le social-patriotisme et le social-chauvinisme n'étonnèrent que les non-initiés. La trahison de la social-démocratie allemande aux préceptes de Karl Marx constituait une partie essentielle du plan Schlieffen — le déploiement contre la France de telles masses de troupes de champ, de réserve, du Landwehr et de la réserve de substitution, qui auraient permis de prolonger le front allemand depuis la frontière suisse non seulement jusqu'à la Belgique, mais jusqu'à la mer elle-même, et ainsi de créer les conditions d'une envergure spectaculaire.

L'économie allemande justifiait le plan Schlieffen. Les femmes avaient de nombreux enfants, les jeunes étaient en bonne santé, bien nourris et instruits dans les écoles. L'impérialisme allemand commettait au XXe siècle 529 erreurs non pas dans la ligne de conduite choisie, mais dans l'énergie de sa mise en œuvre dans la vie. Il a intéressé les masses à son destin, mais pas suffisamment. Il a considérablement élargi l'étendue du service militaire obligatoire, mais n'a pas complètement éliminé les tendances féodales de 1860. Sur les 460 000 jeunes allemands aptes au service militaire, seulement 325 000 étaient enrôlés chaque année dans l'armée, soit seulement 70 %. La population armée ne recevait pas 30 % de l'entraînement militaire préalable. Remarquable est le motif pour lequel, deux ans avant la guerre, le ministère prussien de la Guerre a refusé de satisfaire à l'exigence de Ludendorff de former trois corps d'armée supplémentaires : un excès de nouvelles formations enflammerait et affaiblirait le corps de l'armée ; c'est presque une répétition des motifs pour lesquels Boon a laissé Moltke combattre avec des forces numériquement inférieures contre l'armée de Gambetta.

Pendant la Première Guerre mondiale, les Allemands ont en général organisé leur armée selon le principe d'un peuple armé uniquement sur le front russe. Là, il y avait 9 divisions de première ligne, 8 divisions de réserve ersatz et 9 divisions de Landwehr

d'infanterie, sans compter 4 divisions de première ligne transférées en août de France en Prusse-Orientale. Les 17 divisions de réserve ersatz et Landwehr, grâce auxquelles les Prussiens ont renforcé leurs troupes sur le front russe, représentent, en nombre, toute l'armée prussienne qui avait agi en 1866 sur le théâtre bohémien et avait contraint l'Autriche à la paix. Une des erreurs importantes de l'état-major général russe lors de l'invasion de la Prusse-Orientale fut la sous-estimation des formations prussiennes de seconde ligne, se basant presque exclusivement sur la lutte contre les 9 divisions de champ et de réserve allemandes.

L'insincérité avec laquelle l'Allemagne a suivi la voie (d'un peuple armé, le retour constant à l'idée principale de la réforme de 1860 est visible dans la formation de cette masse qui était destinée, au début de la Première Guerre mondiale, à écraser la Belgique et la France. Contre 91 divisions de première ligne de l'Entente (79 françaises, 4 anglaises, 8 belges), l'Allemagne a déployé 77 de ses propres divisions de première ligne. Contre les formations de seconde ligne de la France, les Allemands ne disposaient que de 20 divisions de Landwehr. Malgré une supériorité qualitative substantielle des troupes allemandes et leurs premières victoires, leur nombre s'est avéré insuffisant dans le contexte de l'avancée rapide, causant une grande consommation de troupes à la fois sur le front et pour la sécurisation de l'arrière et du flanc droit. La présence d'une dizaine de divisions supplémentaires aurait permis aux Allemands d'étendre leur flanc jusqu'à la mer et aurait exclu la possibilité d'une manœuvre de la Marne. Cette dizaine de divisions, l'Allemagne aurait pu facilement les avoir, puisque, malgré le fait que seulement 70 % étaient formés, jusqu'à 600 000 hommes formés restaient à l'intérieur du pays, non utilisés lors de la première mobilisation en raison du manque de cadres. Une partie des divisions de réserve ersatz représentait des unités de réserve normales. L'ajout de « ersatz » ne poursuivait dans ce cas que des objectifs de camouflage. Encore Napoléon, en 1800, masquait la concentration des troupes de l'armée avec laquelle il avait remporté la victoire à Marengo par de faux noms.

L'Allemagne a bien équipé d'artillerie et de matériel ses divisions de réserve et une partie des divisions de réserve ersatz.

Mais les unités du Landwehr ne disposaient que de peu d'artillerie, en outre équipée d'armes obsolètes ; les classes les plus jeunes du Landwehr avaient déjà été mobilisées dès la première mobilisation pour compléter les divisions de réserve ; sans matériel, sans artillerie à tir rapide, sans mitrailleuses, ensuite sans cuisines de campagne et avec uniquement des tranches d'âge plus avancées — le Landwehr ne pouvait pas faire grand-chose. Toutefois, il convient de noter la grande combativité au début de la Première Guerre mondiale du Landwehr silésien de Wothers et de la division Landwehr de von der Goltz.

L'appareil militaire a été fortement affecté par la volonté de la politique allemande de préparer le terrain pour une lutte avec l'Angleterre pour la domination des mers. Du montant alloué dans le budget à la défense, le ministère de la Guerre en Allemagne ne recevait que deux tiers, tandis qu'un tiers était consacré à la création de la flotte. Une telle réduction des moyens, l'armée de terre de l'époque de Moltke ne l'avait jamais connue. Il était indéniablement une erreur pour l'Allemagne de se poser en concurrente de l'Angleterre sur les mers tant que les comptes continentaux n'avaient pas encore été clarifiés.

Armée française. Les classes dominantes de France n'ont pas adopté volontairement les conquêtes de la révolution, comme l'ont fait les junkers prussiens ; elles leur ont été imposées par la force. Avant la guerre de 1870, tant la monarchie illégitime que la monarchie bourgeoise et le bonapartisme esquaivaient, sous n'importe quel prétexte, le service militaire obligatoire. La bourgeoisie française adoptait une position défensive, historiquement réactionnaire ; au XIXe siècle, elle ne disposait pas de ce stimulus offensif qui se créait en Allemagne d'abord par la tendance à l'unité nationale, puis par un développement industriel fastueux et excessif, en particulier de l'industrie lourde, de l'électrotechnique et de la chimie. Le pays des rentiers que représentait la France offrait seulement une base économique étroite pour des ambitions impérialistes. Aux côtés d'une petite bourgeoisie nombreuse, patriote et

économiquement étroitement liée à l'État, les masses populaires françaises étaient constituées par le prolétariat, porteur d'anciennes traditions révolutionnaires ; la faible natalité en France était compensée par de nombreux étrangers, effectuant un travail pénible et mal rémunéré, toujours empreints d'un esprit révolutionnaire. L'influence éclairante de la bourgeoisie sur les écoles et les masses était faible ; historiquement, les ouvriers parisiens étaient enclins au blanquisme. Dans ces conditions, il était difficile pour la France de s'adapter aux exigences de l'époque impérialiste. À grande échelle, elle n'a absorbé ces exigences qu'avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Thiers, qui avait rassuré le public bourgeois conservateur après le massacre de la Commune de Paris, devait, à la suite de l'expérience douloureuse de la guerre de 1870, instaurer le service militaire obligatoire général. Mais il s'efforça dans la mesure du possible de l'atténuer : la durée du service effectif en temps de paix fut fixée à 5 ans ; dans ces conditions, l'armée française, malgré son nombre élevé, ne pouvait accueillir que la moitié du contingent annuel. Cette ligne, établie par Thiers, connut par la suite des fluctuations importantes ; néanmoins, les tendances réactionnaires restèrent extrêmement caractéristiques pour l'état-major général français, comme le révéla l'affaire Dreyfus, et pour la doctrine militaire française, née au sein de la réaction singulière et fasciste du boulangisme.

Entre 1897 et 1907, les dirigeants bourgeois de gauche de la République (par exemple, Comb), dans le cadre de la lutte contre les bases politiques du catholicisme, cherchaient à combattre les tendances réactionnaires de l'armée française ; un certain nombre de remarquables représentants de l'état-major général (Boinal) furent mis à la retraite ; l'armée passa à un service de deux ans ; en temps de paix, tous les jeunes Français furent appelés au service actif ; ceux qui n'étaient pas aptes au service combattant étaient affectés au service auxiliaire. Dans le développement des forces armées, une certaine place fut accordée aux divisions de réserve, dont la préparation et l'organisation reçurent une certaine attention.

Mais en 1907, la France est revenue à sa ligne principale. Un choc externe a été donné par les troubles dans le sud de la France, « la révolte du raisin » — une protestation et des actions violentes de petits propriétaires de vignobles, estimant que leurs intérêts n'étaient pas suffisamment protégés. Le 17^e régiment d'infanterie, déplacé contre les paysans, s'est rebellé. Les troubles lors des rassemblements d'entraînement des réservistes étaient monnaie courante. La réaction a profité de ces circonstances pour effrayer les rentiers français. Les historiens ont fouillé tous les archives de 1793 pour découvrir toutes les paniques, scandales, manquements et absurdités qui ont eu lieu dans les jeunes unités volontaires de la République ; la défaite de Napoléon en 1813 a trouvé une explication dans le fait que son armée ne possédait pas de cadre solide et était surpeuplée de recrues. Le boulangisme et ses héritiers menaient une agitation désespérée pour le soldat demi-professionnel, lié à l'uniforme et à la caserne, détaché des masses populaires et prêt à défendre l'ordre. Bonnal, qui a conquis la pensée militaire française et trouvé des partisans bien au-delà de ses frontières, démontrait que la pensée au combat se révélait incapable, que l'action du combattant dans les moments critiques était guidée uniquement par les réflexes, et que seul le soldat-automate était fiable. Langlois, d'après l'expérience de la guerre anglo-boer, où la milice boer résistait si efficacement aux soldats professionnels anglais, a donné l'évaluation suivante de l'évolution de l'art militaire : « a) L'importance et la facilité de manœuvre augmentent désormais, d'où il faut particulièrement veiller à la mobilité ; b) les conditions modernes exigent une coopération plus étroite entre les différentes branches de l'armée, et donc une organisation plus solide ; c) le combat moderne demande aux soldats une endurance morale croissante ; d) tout progrès de l'armement diminue l'importance de la quantité ». Toutes ces conclusions, tout le travail de la pensée militaire française ne représentaient que des preuves éloquentes de la position selon laquelle l'importance des masses dans la guerre est négligeable et diminue d'année en année... Et comme l'espoir d'une aide de la Russie, affaiblie par la guerre avec le Japon et la révolution, diminuait, et que l'Allemagne faisait l'étalage de ses armes, le

gouvernement a capitulé devant les cercles militaires réactionnaires ; les masses étaient réputées pour être des fauteurs de scandale, les rassemblements d'entraînement des réservistes furent réduits, les rassemblements des unités territoriales — la Landwehr française — furent carrément supprimés.

L'appel de Foch, ancien adjoint de Bonnal, au poste de chef de l'Académie militaire française, et le renvoi en 1911 du commandant en chef Michel marquent les étapes de cette réaction. Michel a été renversé par l'état-major boulangiste pour son plan de guerre, dans lequel il prévoyait l'enveloppement des Allemands à travers la Belgique et cherchait à y parer en déployant les masses françaises, dans lesquelles les divisions de réserve devaient jouer un rôle important ; à la place de Michel, solide et clairvoyant (spécialiste), les boulangistes ont promu un homme mou mais obéissant, partisan fidèle de la doctrine de Joffre. En 1913, alors que l'on discutait des dernières mesures pour renforcer la capacité combat de l'armée, la France n'a rien fait pour doter les unités territoriales, même seulement les divisions de réserve, d'artillerie et de matériel. Joffre, Béal et tout l'état-major français, dans leur mépris pour les masses, ont ignoré la réforme allemande de 1888 ; en vérité, le « service de renseignement français », en soutenant par ses données les partisans de la doctrine, a laissé passer l'éléphant dans l'organisation allemande et a estimé les forces que l'Allemagne déploierait dans la Première Guerre mondiale du point de vue du maintien en Allemagne du pouvoir sur des bases féodales de 1860. Selon l'expert en renseignement Béal, les Allemands pouvaient certes déployer plusieurs divisions de réserve, mais ne voudraient pas les engager en première ligne. Sur le front de l'invasion allemande, il n'y aura que deux dizaines de corps de première ligne ; il est donc clair que les Allemands ne pourront pas étendre leur front sur toute la Belgique ; un tel enveloppement de la Belgique ne pouvait être envisagé que par un général peu confiant et doctrinalement incertain comme Michel. (Ainsi, avant la Première Guerre mondiale, les Français, au moyen des unités de réserve, concentraient tous leurs efforts sur la qualité des troupes de première ligne : tout en maintenant l'obligation du service militaire en temps de paix pour tous les Français, ils ont augmenté sa durée jusqu'à 3 ans ; l'effectif en temps de paix des unités a considérablement augmenté, le rôle des réservistes a diminué ; les unités de réserve ont été réduites sous prétexte d'augmenter l'artillerie et de renforcer le matériel dans les unités de première ligne.

En conséquence, la France n'a pas pleinement utilisé, lors de la résistance à l'offensive allemande en août 1914, ces quatorze classes qui, selon la loi, étaient à disposition du ministère de la Guerre pour compléter l'armée et former les unités de réserve, et elle n'a presque pas utilisé les unités territoriales. Les préconceptions de l'état-major général français concernant les unités de réserve ne se sont dissipées qu'au cours de la guerre elle-même. Si l'empire français, assez maigre et chancelant, n'a pas disparu dans les premières semaines du conflit, il le doit à la Russie, en partie à l'Angleterre, et en partie aux erreurs de l'Allemagne.

Armée russe. Au moment de l'abolition du servage en 1861, il n'y avait en Russie que 8 villes dont la population dépassait 50 000 habitants. La population urbaine ne représentait même pas 8 %. Au cours du demi-siècle suivant, la Russie fit des progrès considérables et se transforma en un État semi-industriel ; la population des capitales se comptait désormais par millions ; la bourgeoisie, par le biais de la Douma d'État, s'approchait du pouvoir. Cependant, la stabilité politique de la Russie tsariste était faible ; la classe bourgeoise restait très peu nombreuse et politiquement peu expérimentée ; un certain nombre de vestiges féodaux de l'organisation de l'État rejetaient dans le camp de l'opposition, voire de la révolution, des forces précieuses des classes dominantes ; les paysans vivaient dans une pauvreté extrême et participaient peu aux succès économiques généraux de l'État ; les contradictions entre la ville, qui se tournait rapidement vers la culture européenne, et la campagne, irrémédiablement à la traîne, s'accroissaient. Les exigences de pouvoir de l'époque impérialiste poussaient également le gouvernement russe à armer ses masses peu fiables et à essayer de s'appuyer sur elles lors des affrontements avec les voisins. Cependant, la fragilité de l'organisation de l'État

nécessitait une politique extrêmement prudente et seulement un mouvement progressif vers un peuple armé.

La guerre russo-japonaise et la révolution de 1905 ont conduit à une réforme militaire. Pendant sept ans avant la Première Guerre mondiale, l'accroissement quantitatif du personnel en temps de paix de l'armée russe a été retardé. Cependant, le budget militaire a considérablement augmenté : au cours de la décennie 1903-1913, les fonds du ministère de la Guerre, par les allocations ordinaires et extraordinaires, sont passés de 340 à 563 millions de roubles — soit une augmentation de 66 %. L'armée russe disposait du plus grand budget militaire au monde, mais elle était nettement derrière l'armée allemande si l'on tient compte du montant des allocations budgétaires par soldat en temps de paix ; cet écart deviendrait encore plus important si l'on considérait le pouvoir d'achat plus faible de l'argent en Russie, notamment en ce qui concerne les armes et les produits techniques. Notre armée aurait pu égaler l'allemande techniquement seulement si nous avions renoncé à la construction d'une flotte de ligne ; cette dernière, dans des conditions de position extrêmement désavantageuses des ports russes au fond des retours opérationnels des mers, privée d'une base appropriée, était condamnée à l'inactivité. Peu de temps après Tsushima et la première révolution, nous avons recommencé à construire de petits navires, ce qui détournait une grande partie des fonds alloués à la défense et une part encore plus importante de notre industrie encore faible. Cela limitait encore plus la préparation de la défense sur la terre ferme, bien qu'il ait été pris une décision globalement raisonnable de renoncer au placement à grande échelle des commandes militaires à l'étranger. Cependant, il était possible d'équiper l'armée de manière beaucoup plus satisfaisante ; l'armée recevait une ration presque luxueuse (30 livres de viande, rations de thé), les casernes étaient mieux chauffées et éclairées, le soldat recevait une couverture et du linge de lit, et un abondant approvisionnement en cartouches permettait de considérablement améliorer l'entraînement au tir. Il était possible d'élargir le réseau des écoles militaires et de fermer les écoles de junkers, qui avaient jusqu'alors fourni à l'armée un substitut au personnel d'officiers. Il était possible non seulement de reconstituer les stocks de mobilisation consommés en 1904/05, mais aussi de les étendre considérablement (de 600 obus par canon à 1 100, uniformes pour les unités de milice, etc.). Sur le plan technique, il a été possible de combler largement les lacunes existantes en utilisant l'expérience de la guerre russo-japonaise (mitrailleuses, équipement téléphonique, automobiles). Notre industrie a travaillé à plein régime au cours des sept dernières années avant la Première Guerre mondiale pour exécuter les commandes militaires et s'est considérablement développée et renforcée. L'exception concernait la fabrication des fusils, qui s'éteignait progressivement après avoir satisfait aux besoins de l'armée. Ces besoins avaient été calculés à tort comme trop faibles ; on ne prenait pas suffisamment en compte les pertes d'armes sur les champs de bataille et le besoin de pièces de rechange pour la guerre de masse.

Parallèlement à l'élévation de la prospérité, à l'accumulation de réserves de mobilisation et à la saturation en matériel, la réforme a également rejeté les bases du système d'Obrouchev, qui a fait faillite lors de la guerre russo-japonaise. À la place de la concentration anticipée des troupes de première ligne dans la zone frontalière occidentale et de la création de certaines unités de réserve spéciales à l'intérieur de l'État, le principe territorial et le début de la création des cadres cachés ont été introduits. 128 bataillons, soit environ 10 % de toute l'armée russe, ont été retirés des districts militaires de Varsovie et de Vilna et répartis dans les régions intérieures, plus proches des sources de leur recrutement et de leur renforcement en cas de mobilisation. 196 bataillons de réserve et de forteresse, soit environ 15 % de l'armée, ont été transformés en unités de terrain ; 6 nouveaux corps ont été formés (soit 37 au total) et 7 nouvelles divisions de terrain (soit 70 divisions et 17 brigades de fusiliers au total). Parallèlement, il a été possible, sans augmenter quantitativement l'armée en temps de paix, d'accroître la composition moyenne des régiments de 20 officiers et 377 soldats ; la moitié des régiments a de plus reçu une augmentation de son effectif avec un cadre caché du régiment de

réserve, soit 19 officiers et 262 soldats. L'augmentation des effectifs en temps de paix a permis d'améliorer considérablement le dynamisme de l'entraînement. Les cadres cachés permettaient la formation de 35 divisions de deuxième ordre. En même temps, il a été possible d'obtenir une augmentation significative de la qualité et, avec la même composition en temps de paix, un accroissement de la mobilisation de 10 % de plus que dans le système d'Obrouchev. L'abandon du système d'Obrouchev conduisait à un niveau beaucoup plus élevé d'utilisation rationnelle des cadres existant en temps de paix. À cet égard, la réforme de Soukhomlinov a, sans aucun doute, poursuivi la ligne des réformes de Miloutine.

L'armée russe, lors de la mobilisation, devait atteindre un effectif de 1 812 bataillons, 835 batteries, 926 escadrons et centaines, environ 90 bataillons du génie et des forces ferroviaires ; l'artillerie de forteresse + des arrières opérationnels considérablement développés ; sans les unités de réserve, son effectif devait atteindre 300 000 hommes, c'est-à-dire augmenter de 168 % par rapport à l'effectif en temps de paix—1 230 000 soldats.

Avant la Première Guerre mondiale, les hypothèses des généraux russes de l'état-major du Sud suivaient la même direction que celle choisie en France : il était prévu, dans le cadre d'un grand programme, d'augmenter principalement l'effectif en temps de paix des divisions de première ligne et de les équiper plus complètement en artillerie et en moyens techniques. La justification de ce grand programme, censé provoquer une augmentation de l'armée russe en temps de paix de 39 % d'ici 1916, stipulait que le sort de la guerre moderne était déterminé par les résultats des premiers affrontements, dont le succès dépendait de la qualité des troupes de première ligne. Ce développement prévu était fortement influencé par la France, principalement intéressée par la préparation et la rapidité de l'intervention de l'armée russe.

Les conditions de la Première Guerre mondiale ont poussé le commandement russe à emprunter une voie de mobilisation populaire insuffisamment préparée sur le plan politique. Une fausse impression (le calme politique intérieur, la paix civile apparente apportée par la Première Guerre mondiale, qui semblait démontrer la puissance du capitalisme) a permis au commandement russe, les yeux fermés, de mobiliser de nouvelles masses, d'éclaircir les cadres de l'armée, en abandonnant toute prudence, et de recruter par centaines de milliers d'élèves-officiers et par millions des soldats à peine formés et absolument non éduqués. Et dans les conditions de la guerre impérialiste, il existait de telles forces qui permettaient, de manière étonnante, à cette immense milice de ne pas se désintégrer et même de bien combattre, bien qu'il y ait toujours eu des craintes de redditions massives et de paniques. Mais il suffisait qu'un mouvement révolutionnaire éclate à l'arrière, pour que cette armée soit destinée à se désagréger, révélant sa véritable nature paysanne de classe ; l'exécutant massif de la révolution russe, surtout dans ses premières étapes, a été le paysan déguisé en uniforme militaire.

Nouveaux facteurs matériels. Extrêmement talentueux et perspicace, le penseur militaire allemand Schlichting, qui a donné la théorie de l'art opérationnel à Moltke, affirmait dans ses dernières années que cet art opérationnel dominerait pendant des centaines d'années, car il repose sur de nouveaux grands domaines maîtrisés par le génie humain — la vapeur et l'électricité. Napoléon n'avait ni chemins de fer ni télégraphe, Moltke les avait, et il faudra peut-être des siècles avant que l'humanité ne fasse un nouveau pas avec les chemins de fer et le télégraphe, un pas qui aura dans l'art militaire la même importance. Schlichting ne s'intéressait donc pas tellement aux guerres anglo-bouroises et russo-japonaises : le même socle matériel sur lequel Moltke agissait devait, selon lui, aboutir aux mêmes conclusions opérationnelles.

Schlichting se trompait. Sans parler des nouvelles inventions — aviation, radio, automobile, mitrailleuses, gaz, ces mêmes facteurs matériels connus de Moltke — chemins de fer et télégraphe — ont augmenté en nombre, en diffusion, en puissance ; cette croissance quantitative a eu des conséquences qualitatives pour l'art militaire.

Chemins de fer. L'époque de Moltke ne connaissait pas encore des exemples tels que l'envoi, durant les quatre premiers jours des vacances d'été, vers le nord, sur la côte maritime, depuis la gare de Stettin, de 200 000 passagers dans 538 trains sur deux lignes de chemin de fer (1907). Les chemins de fer ont permis à l'humanité, au XXe siècle, d'entrer pour des mois de repos comme si elle retournait à une période nomade de son existence.

Les chemins de fer ont cessé de jouer un rôle prédominant au XXe siècle, seulement au moment initial de la guerre—pour le transport vers les zones de concentration. Au XXe siècle, le déploiement opérationnel ne s'est presque pas accéléré par rapport à l'époque de Moltke ; il serait donc erroné de chercher une évolution dans ce domaine. Mais l'abondance des chemins de fer et la présence de lignes secondaires permettent aujourd'hui de se passer d'un plan de transport strict, de conserver des lignes libres, de développer plusieurs options et de maintenir une réserve opérationnelle qui peut être envoyée dans n'importe quelle direction. Le général Michel proposait de déployer un tiers de l'armée française à la frontière allemande, un tiers à la frontière belge et de retenir initialement un tiers au niveau du puissant nœud ferroviaire parisien, pour ensuite utiliser cette réserve opérationnelle selon la situation. Et ce plan de Michel était incomparablement plus proche d'un plan du XXe siècle que le plan adopté par Joffre—un déploiement rigide à la frontière allemande. L'état-major général russe avant la Première Guerre mondiale introduisait de plus en plus de flexibilité dans ses plans de déploiement.

Mais si les chemins de fer pendant les périodes de transport vers la frontière représentent un outil complètement différent en termes de flexibilité de ce qu'ils étaient en 1870, leur rôle pendant la guerre elle-même a radicalement changé. Au lieu de trains isolés vers le front, ils envoient maintenant quotidiennement des centaines de trains de ravitaillement et de renfort ; grâce au développement des troupes ferroviaires et à une organisation totalement inconnue de Moltke, le réseau ferroviaire restauré suit désormais l'armée, participe de manière très active aux manœuvres opérationnelles, colmate les brèches sur le front, allonge les flancs ; il introduit un élément d'équilibre, ralentissant l'offensive et, en soutenant la défense, pousse à la création d'un front de position. Pendant la guerre elle-même, des travaux majeurs sont entrepris pour établir de nouvelles lignes et développer celles existantes. Le nouveau rôle des chemins de fer a entraîné des relations complètement différentes entre le front et l'arrière ; le front est devenu plus solide, l'arrière s'est rapproché de lui et, en accomplissant un travail responsable pendant les opérations, il est devenu plus sensible.

Pendant la Première Guerre mondiale, le réseau ferroviaire russe confirmait la célèbre affirmation de Moltke concernant l'histoire officielle de la guerre de 1870 : « Les erreurs dans la concentration initiale font partie de celles qu'il est presque impossible de corriger. » Lorsque le danger sur le flanc droit de tout notre déploiement contre les Austro-Hongrois devint évident, les chemins de fer permirent en peu de temps le débarquement, à l'ouest de Lublin, d'une nouvelle 9e armée, ce qui donna une stabilité complète à la 4e armée, affectée au début de l'opération de Galicie ; et la percée survenue entre la 4e et la 5e armée russes fut comblée par des renforts acheminés, qui infligèrent une défaite aux unités du X corps autrichien qui s'y étaient aventurées. De la même manière, les manœuvres les plus réussies de Ludendorff en Prusse-Orientale contre l'armée de Samsonov, la concentration par lui-même d'un groupe d'assaut contre notre flanc droit lors de l'opération de Łódź, et enfin l'opération de la Marne de Joffre ne furent rendues possibles que grâce à des transferts opérationnels par chemin de fer.

Les travaux des chemins de fer concernant les regroupements et l'approvisionnement durant la période finale de la Première Guerre mondiale sont illustrés par les chiffres suivants : pendant la campagne de 1918, qui a commencé le 21 mars par l'offensive allemande et s'est terminée le 11 novembre, en 236 jours, le front de l'Entente a reçu 17 000 trains transportant des réserves (avec un maximum de 198 trains par jour) et 50 000 trains assurant

l'approvisionnement (avec un maximum de 424 trains par jour). La tension sur les chemins de fer lors des moments critiques de regroupements était même plus forte que pendant la période initiale des transports pour les concentrations.

Navire à vapeur. Les chemins de fer de l'époque de l'impérialisme exerçaient également une autre influence puissante sur la stratégie : ils facilitaient largement la tâche de défendre les côtes et de rassembler des forces « pour contrer un débarquement ». La flotte à vapeur moderne avait atteint des dimensions énormes ; le transport d'une grande armée britannique en Afrique du Sud pour la guerre contre les Boers rencontra beaucoup moins de difficultés et n'était pas soumis aux aléas rencontrés lors de l'organisation, par Bonaparte, d'une expédition en Égypte ou même lors de la guerre d'Orient, lorsque la flotte à vapeur, encore à ses débuts, venait en aide aux alliés pendant les mois critiques des tempêtes hivernales sur la mer Noire. Cependant, les grandes puissances maritimes restaient un adversaire plus redoutable : par le passé, à l'époque de la flotte à voiles, les escadres de guerre à voile européennes leur assuraient au XVIII^e siècle la domination sur les côtes de presque toutes les mers et océans. En 1774, débuta la révolte des colonies anglaises en Amérique du Nord, qui conduisit à la création des États-Unis indépendants ; cette révolte signalait le début d'un processus opposé, affaiblissant la puissance des puissances maritimes, amorçant l'émancipation progressive des colonies, augmentant les difficultés pour les interventions et conquêtes outre-mer. Dans ce processus, les chemins de fer jouaient un rôle important, égalisant les chances de l'arrière-pays par rapport au territoire côtier, où se trouvaient les principaux foyers de la civilisation antique et moderne. En l'absence de chemins de fer, Napoléon III pouvait envisager de faire de la Crimée une colonie française ; au XX^e siècle, la tentative de Wrangel de ressusciter le khanat de Crimée était, en réalité, désormais non pas naïve mais sauvage. Selon l'expérience de la guerre d'Orient, même disposant de chemins de fer, la Russie dépensait lors des guerres de 1877-78 et de la Première Guerre mondiale des forces et des moyens supplémentaires pour la défense de ses côtes, et en 1904/05, elle ne tenta pas de défendre les côtes de la baie de Liao-Tung, anticipant l'inévitabilité du débarquement japonais. Entre-temps, l'expérience militaire la plus récente montre les difficultés croissantes d'un débarquement. Dès 1870, Moltke était extrêmement sceptique sur les possibilités d'un débarquement français sur les côtes allemandes et consacrait peu de forces à leur défense. Pendant la Première Guerre mondiale, la flotte anglo-française ne put surmonter la résistance turque aux Dardanelles ; la conquête de la colonie allemande en Afrique du Sud-Est, défendue par Letow-Vorbeck, se déroula également avec d'extrêmes difficultés. L'auteur de l'expédition des Dardanelles, Churchill, ne connut pas plus de succès dans les expériences de débarquements liés à l'intervention dans la guerre civile en Russie. En ce qui concerne l'incapacité de l'Angleterre à influencer le cours des événements, la guerre civile de 1918/19 constituait la continuation de la ligne commencée en 1774 en Amérique du Nord, ayant de vastes racines même avant l'apparition des chemins de fer.

Actuellement, le transfert de forces importantes par mer est tout à fait possible, mais il prend généralement une signification stratégique sérieuse uniquement si les troupes débarquant trouvent pour elles-mêmes une base intermédiaire prête. Tel était le cas du transfert de l'armée anglaise en France pendant la Première Guerre mondiale, du débarquement allié à Salonique à la fin de 1915, où la Grèce fut contrainte de jouer le rôle de base intermédiaire, et du gigantesque transfert, de mars à octobre 1918, de l'armée américaine d'un demi-million d'hommes à travers l'océan Atlantique vers la France. Certains États limitrophes pourraient également, à l'avenir, lors de la conduite d'opérations militaires contre l'URSS, jouer un rôle aussi peu enviable que celui de la Grèce par rapport au débarquement de Salonique lors de la seconde moitié de la Première Guerre mondiale.

Notre attitude sceptique à l'égard des réalisations purement militaires de la flotte, fondée sur la confiance dans les forces acquises par le territoire continental à l'époque des chemins de fer, ne s'étend, bien sûr, pas à la pression exercée par les communications

maritimes sur l'économie mondiale. Le même rapprochement que les chemins de fer ont opéré entre le front et l'arrière de l'État en guerre, la flotte à vapeur l'opère entre la partie du continent en guerre et tous les autres espaces de notre planète. La flotte à vapeur est précisément ce facteur qui unit l'économie mondiale en un tout et qui transforme les guerres du XXe siècle à l'échelle mondiale. Pendant la Première Guerre mondiale, la flotte anglaise a transporté au total 26 millions de soldats et 242 millions de tonnes de marchandises pour l'approvisionnement des armées et des populations. La sous-estimation par l'Allemagne des possibilités de transport de l'Entente fut une grave erreur politique, qui se solda par une décision fatale pour les Allemands concernant les méthodes de guerre sous-marine. Si l'attaque directe des côtes est désormais difficile, la valeur d'un allié d'outre-mer doit aujourd'hui être évaluée plus haut qu'auparavant.

Moyens de communication. Moltke utilisait le télégraphe électrique pour diriger les armées déployées dans différentes directions. Au début des opérations, la ligne télégraphique suivait généralement uniquement le quartier général. Les ordres aux armées, du moins à celles les plus proches, étaient transmis par des ordonnances à cheval. L'utilisation la plus importante du télégraphe concerne le moment du siège de Paris, lorsque Moltke dirigeait depuis Versailles les armées allemandes sur la Loire, au nord et à l'est de la France. Mais au sein de l'armée, les moyens techniques de communication n'étaient pas utilisés. Le commandant de régiment à l'époque de la Première Guerre mondiale disposait d'un appareil de communication plus nombreux et plus perfectionné que le commandant d'une armée privée en 1870.

Après la bataille de la rivière Shahe en 1904, lorsque le siège statique a commencé, le téléphone a commencé à se répandre. Les commandants d'armées ont souhaité avoir des lignes vers les commandants de corps. Certaines batteries et régiments ont commencé à se doter de matériel téléphonique. De la guerre russo-japonaise, l'armée russe est sortie avec la compréhension de l'importance des moyens techniques de communication pour le commandement et, au moment du début de la guerre mondiale, elle possédait à cet égard un immense avantage. Les régiments et batteries français avaient encore presque pas de téléphones, et l'armée allemande n'en disposait que de manière embryonnaire. Les Allemands se débrouillaient à peu près pour les tâches de commandement seulement durant les premières semaines de la guerre sur leur propre territoire, en Prusse orientale, où existait un réseau téléphonique permanent et dense ; mais le plan Schlieffen – la manœuvre militaire via la Belgique – n'était pas du tout pensé en termes de communication ; l'incapacité de Moltke le Jeune à gérer les tâches de commandement s'explique en grande partie par le retard dans l'équipement en moyens téléphoniques et télégraphiques.

Bien sûr, Moltke l'Ancien savait lui aussi transmettre instantanément sa pensée à longue distance à l'aide d'un appareil électrique. Mais dans le domaine de la communication, la quantité s'est transformée en qualité. Moltke menait encore des batailles sur des fronts de dix 'kilomètres'; aujourd'hui, les fronts se sont étendus sur des centaines et des milliers de kilomètres; ces fronts étendus n'auraient pas été possibles sans moyens techniques de communication; comme auparavant, les troupes ayant perdu leur cohésion et le sentiment du 'coudes contre coudes', se trouvant entassées en foule ou dispersées, se retrouvaient absolument impuissantes, ainsi le front moderne est également impuissant en cas de perte de communication technique. Le téléphone au XXe siècle a remplacé le sentiment du coudes contre coudes; le front reste cohérent tant que la communication fonctionne. La perte de communication en août 1914 avec l'armée de Samsonov et à l'intérieur de cette armée a immédiatement donné aux événements un tournant catastrophique.

La technique de communication moderne influence tous les aspects de la conduite de la guerre. À l'époque napoléonienne, on combattait presque sans un outil aujourd'hui si courant que sont les montres de poche ; à l'époque, elles étaient encore un objet de luxe rare. Quel emploi du temps pour les cours, les manœuvres, ou la conduite simultanée d'attaques est

cependant possible si le temps est mesuré à l'œil, selon le soleil ? Combien de malentendus se produisaient à cause de l'utilisation de signaux par salves d'artillerie au combat. Encore lors de la bataille de Gorny Doubnyak en 1877, les commandants de la garde russe ne disposaient pas de montres exactes et durent recourir à ce moyen de signalisation peu fiable. Il est bien sûr étrange que, au XXe siècle, les montres ne fassent pas partie de l'équipement des militaires et qu'ils soient maintenant provisionnés de montres de la même manière que les lansquenets étaient pourvus d'armes au XVIIe siècle.

La communication a profondément transformé les méthodes de commandement. Foch, dès le début du XXe siècle, reprochait à Moltke de ne pas avoir chevauché à la manière de Napoléon sur le champ de bataille en 1870 lors de la bataille de Saint-Privat-Gravelotte, restant à 10 km du secteur de l'attaque décisive. Encore lors d'un moment décisif de l'opération sur la rivière Shaho, quand les troupes japonaises et russes n'étaient pas suffisamment équipées de moyens de communication technique, les quartiers généraux des commandants en chef des deux camps — Kouropatkine et Oyama — « n'étaient séparés que d'une seule étape ». Bien sûr, cela créait des conditions de commandement moins stables et plus stressantes que pendant la Guerre mondiale, lorsque le quartier général russe avait choisi correctement son emplacement d'abord à Baranavitchi, puis à Mogilev. Mais cela n'était qu'une solution intermédiaire. Une solution complète n'a été obtenue qu'à la fin de la guerre civile en Russie, lorsque le commandement supérieur des opérations militaires a été transféré dans la capitale — Moscou. Seul un commandement depuis la capitale, rendu possible grâce aux moyens techniques de communication, permet de surveiller immédiatement la situation du front et de l'arrière et de coordonner leurs efforts en conséquence.

Nouvelle économie. À l'époque de Moltke, on ne connaissait pas encore la mobilisation économique. L'État n'était pas encore le maître absolu de toutes les ressources financières et économiques du pays. Sans les succès rapides de 1866 et 1870, la Prusse aurait traversé une grave crise financière, car les tentatives d'émission de prêts d'État avant d'obtenir des victoires décisives n'avaient aucun succès, et il fallait faire la guerre avec de l'argent liquide, qui était peu abondant. La pénurie d'argent se faisait sentir également dans l'organisation de l'arrière prussien pendant les guerres de Moltke et dans l'organisation de l'arrière russe en 1877. L'industrie changeait à peine son cours pendant la guerre. L'industrie textile et lainière russe a reçu le plus grand élan pendant la guerre de l'Est; mais même cet élan ne justifiait pas de parler de mobilisation industrielle.

Sur la base des idées sur cette économie de l'époque pré-impérialiste et compte tenu de l'énorme augmentation des dépenses militaires provoquée par l'accroissement des masses et la complexification de la technique militaire, de nombreux chercheurs en concluaient que la guerre serait ruineuse et ne pourrait pas durer longtemps ; elle ne durerait que 2 à 3 mois ; 6 à 12 mois représentent déjà la limite maximale. Cette brièveté de la guerre prévue pesait sur la constitution des réserves, sur la préparation économique à la guerre, sur l'aménagement des forteresses, sur les considérations de tous les états-majors généraux. Cependant, l'histoire de l'art militaire nous familiarisait avec un autre moment de la vie européenne, au début du XVIe siècle, lorsque les armées, par rapport à la composition médiévale, avaient augmenté, leur partie matérielle s'était fortement complexifiée et les dépenses de guerre pour des troupes mercenaires coûteuses s'étaient immédiatement multipliées ; ce moment a été le point de départ de l'évolution non pas vers l'accélération des guerres, mais vers la transition vers des guerres prolongées, visant à l'épuisement et à l'affaiblissement progressif de l'ennemi. En effet, plus le fardeau économique se faisait lourd pour les deux parties, plus les dépenses militaires menaçaient irrésistiblement d'écraser les combattants, plus l'idée de résistance, de possibilité de conserver pour sa propre armée le dernier muid de farine, le dernier muid de charbon et de bois en Europe devenait, de ce fait, incontournable jusqu'à une conclusion victorieuse, jusqu'à la victoire totale sur l'adversaire. L'irrésistibilité de la catastrophe

économique exerçait dans l'histoire un effet retardateur sur la conduite de la guerre et menait, comme lors de la guerre mondiale, à la ruine complète du vainqueur comme du vaincu.

Plus la politique, l'économie et la technique modernes offrent la possibilité — au prix du charbon, de l'acier, du cuivre, du blé, des manufactures, des composés azotés et surtout de l'or — de transformer relativement rapidement chaque citoyen en un combattant acceptable, plus superficielles deviennent les blessures des défaites individuelles ; toutes ont été surestimées pendant la Première Guerre mondiale, suivies ensuite d'une amère déception. Le renseignement doit désormais tenir compte de tous les hommes adultes et des jeunes ; la destruction de 10 divisions, la perte d'une masse de 100 000 hommes ne conduit à supprimer du compte ennemi que 1 %. La perte d'un bassin pétrolier ou charbonnier, d'une région industrielle ou céréalière inflige des coups beaucoup plus lourds, anéantissant à la racine les organismes étatiques en guerre modernes. Tant que l'arrière fonctionne correctement, les armées modernes montrent une résistance surprenante. L'application de la stratégie napoléonienne exige qu'il y ait dans l'armée ennemie un point vital, un cœur, dans lequel la victoire pourra se forger. Et si le cœur n'existe pas ? C'est ainsi que l'armée russe était pratiquement anéantie à l'automne 1915 — et quelques semaines plus tard, elle renaissait. Et si Radetsky affirmait déjà lors de la révolution de 1848 que toute l'Autriche, tout son État se concentrait dans ses camps militaires, l'évolution de la vie moderne des États transforme de plus en plus les combattants en première ligne seulement en avant-garde, dont le destin n'est qu'une partie de la lutte du peuple, bien que, peut-être, de signification extrêmement importante.

On avait oublié que la stratégie napoléonienne de destruction, permettant d'atteindre un résultat avec un minimum de temps et donc avec les moindres dépenses, ne s'appliquait au XIX^e siècle qu'en cas de supériorité considérable des forces, comme celle de Moltke, et que deux grandes guerres — la guerre de Crimée de 1853-1856 et la guerre pour l'unité des États-Unis — n'avaient trouvé leur solution que dans le cadre de la stratégie de Frédéric, dans une lutte d'endurance.

C'est justement le Nord américain, qui accordait une importance énorme aux moyens techniques dans la guerre contre le Sud, qui a donné un énorme élan à l'amélioration de l'équipement des armées, jetant des milliards de dollars pour atteindre son objectif, qui s'est tourné vers le soi-disant plan Anaconda. La brillante stratégie du Nord se traduisait par un blocus de faim et d'étouffement, dans les campagnes qui ont coupé au Sud les États occidentaux producteurs de blé, ont saisi l'artère vitale—le fleuve Mississippi, ont resserré autour du Sud l'anneau des Nordistes pour ensuite commencer à le comprimer ; au lieu du principe de la victoire partielle—l'emporter sur un point crucial—ici, toutes les forces du Sud étaient détruites, toutes les capacités économiques et stratégiques mouraient progressivement, et des régions entières étaient mises en prison. Après quatre ans de ce type de lutte, le Sud a été écrasé et a rendu les armes. Cette stratégie, liée à de telles destructions culturelles, était-elle le signe d'une ignorance militaire ou d'un manque d'énergie des Yankees ? Pourquoi donc l'Angleterre, avec Kitchener à sa tête, général 'particulièrement inflexible et énergique', adopte-t-elle dès le début de la Première Guerre mondiale la voie des idées de la stratégie d'étranglement vis-à-vis de l'Allemagne (blocus de famine, calcul sur l'endurance, etc.), et l'histoire couronne-t-elle ces idées d'étranglement de la victoire ? Toute la technique et l'économie modernes ne poussent-elles pas justement vers cette stratégie d'épuisement ?

Au même titre que ces leçons d'art militaire, a été oubliée et laissée pour compte par l'histoire de l'art militaire, le discours du centenaire Malte ; lors de la séance du Reichstag du 14 mai 1890, Moltke, qui n'avait lui-même mené que de courtes guerres selon le modèle napoléonien, prophétisait : « Si une guerre, qui depuis plus de dix ans pendait au-dessus de nos têtes comme l'épée de Damoclès, éclate, alors personne ne pourra prévoir sa durée ni sa fin. Les plus grands États d'Europe s'affronteront, armés comme jamais auparavant. Aucun

d'entre eux, après une ou deux campagnes, ne pourra se considérer vaincu, ni être contraint de conclure la paix sous des conditions sévères, ni être empêché de se relever et de reprendre le combat, ne serait-ce qu'après un an ; ce sera peut-être une guerre de sept ans, ou peut-être de trente ans ».

Permanence de la mobilisation. L'économie du XXe siècle a donné entre les mains de l'État des ressources puissantes pour mener des guerres prolongées ; le système financier moderne permet de puiser tous les moyens de l'économie nationale pour les besoins de la guerre. La mobilisation gigantesque de l'industrie confère à la guerre moderne un aspect entièrement nouveau et permet, au cours de la guerre, d'équiper de nouvelles unités militaires, ce qui transforme la mobilisation militaire d'un acte unique en un phénomène permanent et permet de mener la guerre non pas sur des réserves de munitions, d'armes et d'équipements constituées à l'avance, mais sur des stocks constitués au cours même de la guerre ; ce dernier phénomène se reflète particulièrement sur la durée de la guerre et entraîne de plus grandes pertes — en vies humaines et en richesses nationales. La construction de la force armée par Gambetta au cours de la guerre de 1870 constituait un événement exceptionnel pour le XIXe siècle. Au XXe siècle, elle est devenue la norme ; nous pouvons la suivre durant la Première Guerre mondiale dans tous les États belligérants, en particulier en Allemagne, en Angleterre et aux États-Unis ; toute la guerre civile en Russie est une construction continue de l'Armée rouge, une construction menée à une échelle gigantesque, dans des conditions extrêmement difficiles. La progression des mobilisations modernes repousse le point culminant de la tension des belligérants de plusieurs mois en profondeur dans la guerre, lorsque l'industrie aura pu se réorganiser conformément aux besoins de la guerre ; cela confère aux opérations initiales le caractère d'actions de couverture ; l'armée existante en temps de paix ne devient que l'avant-garde du peuple armé sur le point d'intervenir.

Évolution culturelle. La Révolution française prit en avant la suprématie des intérêts de l'ensemble, du général, sur les intérêts du privé, de l'individu, et fut la base du développement extraordinaire du pouvoir de l'État. L'appareil d'administration d'État commença à fonctionner au XIXe siècle avec une force, une précision et une précision jusqu'à inconnues ; La différence entre le papier et les données réelles, avec la naissance de fonctionnaires honnêtes et instruits, avec l'établissement du contrôle et de la publicité, commença à s'atténuer nettement.

Le service militaire, qui fournissait gratuitement au département militaire du matériel humain, suscita les protestations justifiées des meilleurs penseurs du XVIIIe siècle ; cela devint possible au XIXe siècle. Au XVIIIe siècle, le département militaire était encore un tamis qui fuyait par rapport au matériel humain qui y était parvenu. Au début de la guerre de Sept Ans, en 1757, 43 088 recrues furent rassemblées en Russie ; Parmi eux, 41 374 atteignirent les officiers récepteurs, 37 675 furent envoyés aux régiments, et seulement 23 571 personnes arrivèrent ; 45°0 perdus - morts, abandonnés, installés sur la route. Même pendant la Révolution française, environ 35 à 40 % des Français mobilisés par décret n'atteignirent pas leurs unités. Mais dans la Russie arriérée, cent ans après la guerre de Sept Ans, le ministre de la Guerre Milutin pouvait se vanter qu'en 1863, le nombre de recrues disparues en route vers le régiment avait diminué de 750 fois (0,06 %) par rapport à 1757. Cette diminution du nombre de trous dans l'appareil d'État de 750 fois sur cent ans est très significative pour l'histoire de l'art militaire. La dégénérescence organique de l'État à l'époque moderne est une condition essentielle pour de nouvelles armées de masse, un nouveau recrutement, une nouvelle arrière et une nouvelle stratégie.

Le processus de nationalisation a pris en charge la production des plans et des cartes. Trois générations de la famille Cassini ont élaboré une carte de la France ; Ils étaient des représentants de « l'art » – la géographie et la topographie. En 1740, l'État organisa des travaux sur la mesure des degrés. La Révolution française, qui proposa le système métrique,

basé sur le mètre, un dixième millionième de quart de méridien, s'avéra très attentive à la topographie ; à la tête des archives cartographiques du Comité de salut public, Napoléon Bonaparte connut un tourbillon contre-politique. En Saxe, en 1781, Lehmann commença des travaux de triangulation et introduisit une nouvelle discipline, la situation, dans les sciences.

Au début du XIXe siècle, la Prusse était très en retard en termes de cartographie. Cela s'explique par le fait que le génie bureaucratique de Frédéric le Grand a vu dans les plans de la région un secret militaire essentiel ; afin que l'ennemi commette une fornication lorsqu'il entrait en Prusse, il fut ordonné que les cartes soient gardées secrètes. Cette politique, des plans à relativement grande échelle, a été maintenue en Russie jusqu'à récemment. La Prusse, dès le début du XIXe siècle, découvrit le retard secret dans la préparation de bons plans, ainsi que le retard des troupes dans la capacité et l'habitude de s'y référer fréquemment, et se débarrassa des secrets topographiques.

Le processus culturel a enrichi les disciplines militaires non pas par une seule situation. L'esprit du XXe siècle est caractérisé par la volonté de rationaliser tout travail pratique, de développer une théorie qui lui fournirait une base scientifique. Ce qui était auparavant acquis par la simple pratique et transmis aux jeunes par les aînés comme tradition, au XXe siècle est presque élevé au rang de science ; nous voyons une nouvelle science des soins aux nourrissons, la science de l'alimentation de la vache laitière, la science des « bonnes manières » — les règles de comportement correct en société et de maintien de la décence, et des ouvrages consacrés à ces nouvelles « sciences » se vendent à des dizaines de millions d'exemplaires. S'y opposer reviendrait à aller à l'encontre du courant du siècle. Dans l'art militaire, sur la même base, est née au XXe siècle une nouvelle discipline — le « service d'état-major », qui cherche à populariser les méthodes rationnelles de travail d'état-major, lesquelles, au XIXe siècle, n'étaient encore acquises que par tradition et n'étaient pas soumises à un débat théorique.

Au XIXe siècle, le développement de l'art militaire a été considérablement influencé par une ancienne invention telle que l'imprimerie. Le livre militaire au XVIIIe siècle était une rareté. L'alphabétisation dans l'armée était très limitée. Avant la Révolution française, on se contentait de modestes souhaits selon lesquels les sous-officiers devaient savoir lire et écrire ; Carnot trouvait dans les bataillons révolutionnaires des officiers illettrés ; dans la première moitié du XIXe siècle, les officiers prussiens ne parlaient pas encore la langue de Schiller et Goethe, mais le dialecte local. En un siècle, la situation a fortement changé ; en Allemagne, avant la Première Guerre mondiale, seulement 0,04 % des recrues étaient analphabètes ; même les pays les plus en retard d'Europe — la Roumanie et la Serbie — avaient plus d'un cinquième de recrues alphabétisées (31 % et 20,4 % ; en Russie — 38 %).

Au XIXe siècle est né le lecteur, est né le marché du livre militaire, dont la demande était largement soutenue par les bibliothèques militaires en développement à chaque régiment. Les mémoires et recueils d'anecdotes du XVIIIe siècle ont été remplacés par des revues militaires sérieuses, des travaux militaires approfondis à caractère théorique et historique. Ce mouvement dans la première moitié du XIXe siècle, cependant, était considérablement retardé par les réactions. Prévalait encore le préjugé que ce n'était ni une affaire de nobles ni d'officiers d'écrire des livres. La plupart des travaux militaires étaient publiés anonymement, sans signature de l'auteur. Les travaux d'histoire militaire d'une quelconque utilité pour l'étude de l'art militaire étaient extrêmement rares jusqu'à la fin du XIXe siècle. À l'époque de Moltke, il n'existait pas encore de bons travaux sur les campagnes de Napoléon, malgré le demi-siècle écoulé, et l'état-major suprême de l'armée prussienne en 1870 était, du point de vue historique militaire, presque entièrement illettré. Au XXe siècle, cette situation a radicalement changé ; chaque officier de l'état-major général, même s'il n'a aucune inclination pour le travail scientifique ou littéraire, considère comme son devoir de publier au moins une brochure. Parallèlement à l'initiative privée, le pouvoir militaire se tournait également de plus en plus volontiers vers l'imprimerie ; un véritable déluge d'ordres, d'instructions et de

directives imprimées s'est formé. Le nombre de règlements dans une armée pouvait atteindre 500 à 600, en vigueur simultanément. L'imprimerie est désormais devenue un attribut à tel point du commandement militaire qu'aujourd'hui même dans la guerre manœuvrière, aucun état-major d'armée n'est concevable sans une imprimerie de campagne.

Bien que l'établissement de la première académie militaire (à Stockholm) date de 1796 et que depuis les années 1830 des institutions semblables commencent à fonctionner dans les capitales des principaux États militaires, elles ne fournissaient encore qu'une préparation médiocre. Ce n'est qu'à la fin des années 1860 qu'une organisation sérieuse de l'enseignement militaire supérieur commence. Les collaborateurs de Moltke, en fait, n'avaient encore presque rien reçu de tel.

La fondation des sociétés scientifiques militaires remonte à 1802, lorsque dans le cercle fondé par Scharnhorst à Berlin, le nombre de membres atteignait jusqu'à 300 ; la catastrophe de Iéna et la réaction qui s'ensuivit ont mis fin à cette initiative. Boeyen la ressuscita, de manière pas très éclatante, en 1843. Pour d'autres États, cet établissement semblait douteux, un jeu de libéralisme. Mais les victoires de la Prusse en 1866 ont forcé la reconnaissance de l'utilité de l'approche publique pour l'étude des questions militaires, et les sociétés scientifiques militaires, avec des centres à la capitale et des ramifications dans les grandes garnisons, commencèrent à se créer en France, en Autriche, en Bavière. Au début du XXe siècle, à Saint-Petersbourg, un courant vivant fut introduit par la Société des amateurs de connaissances militaires, qui put être organisée par E. Novitsky. Progressivement, les exigences de l'entraînement scientifique militaire se sont étendues aux officiers de troupe, qui commencèrent à être impliqués dans les présentations dans leurs propres unités.

De la même manière, la culture physique — les exercices de gymnastique, le combat à la baïonnette, la natation, ainsi que d'autres sports —, ayant commencé à pénétrer dans les troupes au milieu du XIXe siècle, avait reçu un large développement dans les armées au début du XXe siècle. Un système de concentration des troupes pour les camps d'été fut établi. La Prusse cherchait à privilégier, plutôt que de grands camps permanents avec des manœuvres constantes sur un terrain connu, des rassemblements mobiles — des exercices et manœuvres des troupes avec un changement quotidien de lieu de bivouac. Pour effectuer des entraînements ordinaires, les troupes des garnisons importantes utilisaient largement le système de déplacement le matin par train vers des terrains inconnus avec un retour le soir de la même manière aux casernes ; cependant, les camps permanents n'ont pas disparu en Allemagne, car ils étaient plus pratiques que les casernes pour effectuer de nombreux rassemblements d'entraînement des réservistes et des Ersatz-Reservisten.

La volonté de rationaliser toute la logistique militaire se reflète clairement dans l'évolution de l'uniforme des soldats. Déjà Lloyd et « Potemkine » au XVIIIe siècle avaient lancé la lutte contre le perruque des soldats — nid à parasites, l'uniforme inconfortable au col haut ouvert sur la poitrine, et le pantalon noir. Leurs idées ne trouvèrent une reconnaissance pleine qu'au XXe siècle, avec l'apparition du veston militaire à la française, doté de nombreuses poches contre lesquelles s'étaient insurgés les génies du défilé réactionnaire. Il est significatif que le pas important vers la rationalisation de l'uniforme — l'utilisation de la couleur de camouflage — fut d'abord fait par la milice paysanne des Boers. L'armée russe commença la guerre de 1904 encore en chemises blanches éclatantes, mais les conditions évidentes du combat à la fusillade obligeaient l'infanterie russe à salir et teindre leurs chemises blanches de toutes les manières possibles. L'été 1904, l'armée russe était déjà vêtue de couleurs protectrices, ce qui constitua un signal pour les autres armées continentales. Alors qu'en 1831 l'état-major s'inquiétait que les vêtements chauds n'atteignent pas par contrebande les troupes et ne gâchent leur apparence, au XXe siècle, l'approvisionnement organisé en vêtements chauds devient une norme, ce qui a considérablement augmenté la capacité des armées modernes à mener des campagnes hivernales.

Croissance des convois. Le service militaire obligatoire, qui a mis dans les rangs des soldats et des représentants des classes dominantes, a mis en évidence la nécessité d'améliorer les conditions matérielles de vie du soldat non seulement dans les casernes, mais aussi pendant les campagnes militaires. L'importance politique croissante des masses mobilisées d'un peuple armé a obligé à accorder une attention particulière à leurs besoins pendant la guerre. Sans doute, dans ce domaine de l'évolution, la première place avant le début de la Première Guerre mondiale revient à la Russie, qui devait, par des soins matériels renforcés à l'égard du soldat, compenser le manque de préparation politique de larges masses. Le soldat tsariste au XXe siècle ne pouvait combattre qu'avec un estomac bien rempli. Mais les soins apportés au soldat entraînaient l'augmentation des convois. Le passage à l'alimentation du soldat avec du pain frais, au lieu des biscottes de seigle, effectué au début du XXe siècle, était très souhaitable, car c'était le moyen le plus efficace de lutter contre les maladies gastriques et réduisait considérablement la mortalité pendant les campagnes, mais ce changement provoqua une augmentation importante des convois, car le pain frais est une fois et demie plus lourd que les biscottes ; cette seule réforme augmenta le nombre de chariots du corps russe à trois divisions de 324 chariots, sans compter la nécessité d'un travail supplémentaire pour les transports de l'armée. Il a été nécessaire d'introduire également des chariots alimentaires régimentaires, dont l'utilité a été clairement démontrée par les guerres de l'époque de Moltke : en leur absence, les troupes réquisitionnent un nombre indéfini de charrettes paysannes. Les cuisines de campagne représentent un confort immense pour les troupes ; sans elles, les armées auraient à peine pu fournir les efforts de plusieurs jours nécessaires aux opérations modernes ; mais elles ont considérablement allongé les colonnes de marche. Dans l'introduction des cuisines de campagne, la Russie occupe sans aucun doute la première place.

Le train sanitaire a également considérablement augmenté. La situation, similaire à celle qui s'était créée après la bataille de Solferino, lorsque les blessés ne recevaient aucune aide pendant plusieurs jours, ne peut plus se reproduire maintenant. Auparavant, une blessure transperçante conduisait presque certainement à la mort par septicémie, tandis que pendant la Première Guerre mondiale, jusqu'à 88 % des blessés retournaient au front ; en Russie, ce pourcentage était légèrement inférieur, mais non pas à cause de soins médicaux moins efficaces, mais en raison d'une discipline insuffisante et d'un suivi des blessés dans les établissements médicaux publics. Ces réussites militaires dans le domaine de l'hygiène militaire sont cependant liées à une croissance significative de l'arrière sanitaire militaire et à l'implication des organisations publiques (les syndicats zemstvo et municipaux) dans le travail au sein de l'arrière de l'armée. Ces syndicats publics en Russie ont permis une fuite notable des hommes soumis à l'obligation militaire et ont conduit à un changement supplémentaire de l'attitude des troupes en service envers celles en non-service au profit de ces dernières.

Outre les préoccupations pour le confort et le traitement des troupes, le nombre de roues dans les armées a considérablement augmenté en raison de la croissance de l'artillerie. À l'époque de Napoléon, pour 1 000 baïonnettes, il n'y avait pas plus de 2 pièces d'artillerie—soit seulement 10 voitures d'artillerie avec 50 chevaux. À l'époque de Moltke, pour le même nombre de baïonnettes, il y avait 4 pièces d'artillerie—soit un total de 28 voitures d'artillerie. Avant la Première Guerre mondiale, dans l'armée allemande, pour 1 000 baïonnettes, il y avait déjà 62 pièces d'artillerie—soit 47 voitures d'artillerie et 280 chevaux d'artillerie. L'artillerie a quantitativement augmenté presque cinq fois en un siècle. À cela, au XXe siècle, s'est ajoutée la croissance rapide du train de mitrailleuses.

Moltke avait déjà attiré l'attention sur le fait que la longueur de la colonne de marche d'un corps de troupes avec seulement la partie de l'intendance nécessaire au combat avait atteint 15 km, et c'est sur cette longueur accrue des colonnes de marche qu'il construisait la transition vers de nouvelles méthodes de conduite des opérations. En 1910, la longueur de la colonne de marche du même corps avait déjà doublé, atteignant 29 km. Le nombre de

véhicules de l'intendance pour 1 000 baïonnettes pour les troupes prussiennes est passé de 18 en 1813 à 39 en 1870 et à 56 en 1908. L'intendance russe, en raison de la qualité des routes moins bonne, d'un calcul moindre sur les ressources locales et de la nécessité de s'éloigner davantage des chemins de fer plus rares, était encore plus importante : pour 1 000 baïonnettes, en 1908, contre 56 véhicules allemands, nous avions déjà 90 véhicules, certes de type plus léger.

Une telle augmentation par cinq du nombre de roues dans l'artillerie et le train de campagne au cours d'un siècle n'a été possible qu'en partie grâce à l'amélioration du réseau européen de routes goudronnées et de chemins de terre. Si la croissance de l'arrière avait été justifiée uniquement par l'amélioration des routes, les troupes russes se seraient retrouvées dans une situation critique, car à l'intérieur de la Russie, les routes goudronnées étaient un phénomène 40 fois moins courant que dans l'Europe occidentale. En réalité, l'expansion de l'arrière a trouvé sa justification surtout dans les conditions modifiées de la conduite des mouvements de campagne : au lieu de la marche napoléonienne, qui couvrait le front sur seulement 20 à 30 km pour permettre la concentration à un point opérationnel — le champ de bataille, Moltke cherchait déjà à conduire le mouvement de campagne sur un front aussi large que possible, mais avec l'obligation de se rassembler au moment décisif du combat sur un front restreint. L'art opérationnel de Moltke se définissait par la formule « séparer pour ensuite frapper ensemble ». Ce slogan ne répond plus aux exigences de l'opération moderne : elle étend le mouvement de campagne très largement, mais mène le combat décisif sur ce même large front. Si une armée moderne de 250 000 soldats essayait de se déployer sur ce front de 10 à 12 kilomètres où Moltke menait un combat décisif, elle devrait se passer de la majeure partie de son artillerie, de ses mitrailleuses et de ses trains de campagne ; une telle mesure n'est pas nécessaire uniquement parce que sur le front où, à l'époque de Moltke, six corps s'affrontaient, aujourd'hui ne combat qu'un seul corps, voire une seule division.

Traction mécanique. Dès 1905, ni l'armée russe ni l'armée japonaise ne possédaient un seul véhicule automobile. Depuis lors, la diffusion de l'automobile dans les troupes a fait d'énormes progrès. Cependant, le camion, qui a commencé à se répandre dans les troupes à partir de 1908, n'a pu influencer pendant la Première Guerre mondiale la réduction des convois à roues que sur le front occidental, où existait un excellent réseau routier. Sans la voiture, la France serait sortie de la Première Guerre mondiale vaincue, car ni sa population, ni ses moyens de traction animale, ni son économie nationale n'auraient pu répondre aux exigences de la guerre avec le transport hippomobile. En Russie, l'utilisation des automobiles n'a jusqu'à présent eu aucun impact notable sur le ralentissement de la croissance des convois à traction chevaline. Ce dernier a déjà atteint partout ses limites ; les États les plus riches en moyens de traction animale éprouvent maintenant des difficultés à reconstituer le contingent de chevaux pour l'artillerie et les convois lors de la mobilisation ; pour ces besoins, il ne reste que le cheval paysan, car le cheval, en tant que force de traction dans les villes, le plus précieux, grand et fort, a presque disparu ; de plus, la motorisation de l'agriculture affaiblit nettement les ressources équinées lors de la mobilisation. La traction mécanique a déjà trouvé une large application pendant la Première Guerre mondiale, mais la majorité de l'artillerie ne l'a pas encore adoptée. À l'avenir, sans aucun doute, toutes les armées, à l'image des villes et des villages, devront inévitablement passer à la traction mécanique pour l'artillerie et les convois. Notre retard dans le domaine de la construction routière pourrait à l'avenir représenter une menace sérieuse, car la voie d'expansion des fronts, qui nous avait jusqu'à présent permis de nous sauver, est épuisée avec son extension sur tout l'espace entre la mer Baltique et la mer Noire, et un travail de transport plus énergique sur les routes en terre, que la guerre future exigera sans aucun doute, ne pourra être atteint que par l'amélioration de ces routes, en les transformant en routes asphaltées, sans lesquelles les camions sont impuissants. Nous faisons face à la nécessité de construire massivement des routes asphaltées. Le front français comptait déjà à la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à 100 000 véhicules

automobiles, permettant non seulement de répondre aux besoins du front de position, mais aussi de déplacer les réserves opérationnelles — jusqu'à 100 000 hommes par jour. Ces mêmes véhicules ont permis aux Français de réduire le nombre de non-combattants sur leur front de 3 à 4 fois par rapport à l'arrière gonflé russe. La charrette paysanne dans l'arrière des troupes est un moyen puissant de gonfler l'arrière et d'augmenter les coûts militaires à des niveaux catastrophiques pour l'économie nationale.

Nouvelle arme ; moyens de combat à longue distance. Les succès de l'artillerie prussienne en 1870 s'expliquent déjà en grande partie par sa préparation à la lutte sur de longues distances, alors que la formation, la tactique et le matériel de l'artillerie française portaient encore fortement l'empreinte du désir d'engager un combat décisif à des distances relativement courtes. L'artillerie allemande, dans des cas exceptionnels, tirait également en 1870 par-dessus la tête de son infanterie. Cependant, jusqu'à la guerre russo-japonaise, un tel tir restait une exception ; la tactique préconisait de laisser de larges intervalles non occupés par l'infanterie, comme des embrasures de la formation de combat, à travers lesquels les batteries pouvaient tirer ; la section d'une attaque décisive de l'infanterie devait être soutenue par une masse d'artillerie sur les flancs ; l'artillerie apprenait à soutenir l'infanterie par un tir oblique afin d'éviter de tirer par-dessus les têtes. Ce dernier n'était admissible que dans les cas où l'artillerie tirait de hauteurs à d'autres hauteurs, et dans la dépression entre elles l'infanterie progressait, ou dans des conditions de guerre positionnelle. Ainsi, le front des batteries n'était pas encore masqué par l'infanterie ; l'artillerie restait encore en première ligne, car entre nos batteries et l'ennemi, il n'y avait pas sa propre infanterie.

Un tournant décisif vers l'utilisation de l'artillerie comme arme de combat à longue portée a été réalisé pendant la guerre russo-japonaise, qui a définitivement rejeté les ruses tactiques, conduit à la création d'un front d'infanterie continu et posé le principe de l'organisation du tir d'artillerie au-dessus des têtes de l'infanterie. La Première Guerre mondiale a encore accéléré ce processus tactique, qui exigeait l'adaptation de l'infanterie au combat rapproché et de l'artillerie au combat à longue distance.

La production d'armes à feu s'était déjà concentrée aux XVI^e et XVII^e siècles entre les mains de l'État, qui était le seul acheteur de la partie matérielle de l'artillerie ; les manufactures d'État ont facilement remporté la concurrence avec les artisans privés. À la fin du XIX^e siècle, nous observons le processus inverse : le renforcement de l'initiative privée dans le domaine de l'artillerie ; surgissent d'immenses entreprises comme Krupp, Erhardt (Allemagne), Armstrong, Vickers (Angleterre), Schneider (France), Škoda (dans la partie tchèque de l'Autriche), l'usine Poutilov (Russie). Les manufactures d'artillerie d'État dépérissaient à côté d'elles. Les racines de ce processus résidaient en partie dans l'effet paralysant des comités techniques d'artillerie sur l'industrie d'État placée sous leur influence, en partie dans la coalition formée par toutes les grandes entreprises privées contre l'industrie d'État et l'économie nationale ; néanmoins, cette industrie privée d'artillerie avait été nourrie principalement par la flotte, et non par l'armée de terre.

Le marinisme ouvre à l'industrie un accès au budget de l'État incomparablement plus large que le militarisme. Alors que les ministères de la guerre dépensaient la majeure partie de leurs budgets pour l'entretien, l'éducation et la formation des masses larges appelées par obligation, les ministères de la marine ne leur accordaient que des miettes, transférant la majeure partie des crédits directement entre les mains de leurs fournisseurs monopolistiques. Sur terre, le rééquipement avec de nouvelles armes, coûtant 30 roubles par soldat (sans compter les munitions), se produisait moins fréquemment que sur mer — le rééquipement de l'équipage d'un navire avec un nouveau dreadnought, avec une dépense de 30 000 roubles par marin. Ainsi, le marinisme exerçait une attraction incomparablement plus grande pour le capital privé cherchant des commandes que le militarisme.

Les entreprises privées à la fin du XIX^e siècle étaient encore mal informées sur les exigences tactiques de l'artillerie de campagne. C'est pourquoi, malgré l'énergie colossale des

techniciens hautement qualifiés au service des grandes firmes d'artillerie mondiales, l'impulsion pour le développement de l'artillerie de campagne à tir rapide ne venait pas d'eux, mais de l'organisation étatique. L'éminent professeur de tactique d'artillerie de l'Académie militaire française, le colonel Langlois, a élaboré les exigences programmatiques pour un nouveau canon, et le lieutenant-colonel Depor les a mises en œuvre techniquement dans l'arsenal public français. Le canon de campagne français de 75 mm à tir rapide de modèle 1898 reste, à ce jour, inégalé. Le principal mérite de ses créateurs résidait dans la création d'un véritable instrument de combat à longue portée et de masse ; plus les distances du combat d'artillerie augmentaient au cours des 30 dernières années, plus l'avantage de cette arme devenait évident ; son supériorité en termes de cadences de tir devient particulièrement significative lorsque l'on évalue le tir rapide non pas en fonction du nombre d'obus pouvant être tirés en peu de minutes, mais en fonction du nombre de canons nécessaires pour tirer des dizaines de milliers d'obus en quelques heures de préparation d'attaque ; l'extrême facilité de dispersion des obus permet à ce canon français de bombarder un front important et de frapper rapidement et uniformément une surface considérable. Le canon français est une véritable machine de fabrication de feu à longue portée. À cet égard, la France avait un avantage significatif sur l'Allemagne, qui avait introduit son modèle à tir rapide en 1896 ; dix ans plus tard, une refonte complète de ce modèle était nécessaire, équipé du décret de Guillaume II : « Le dernier moyen de conviction des monarques » ; mais le modèle remanié n'était pas non plus un canon typique pour le combat à longue distance, car l'arme était trop légère et mobile. Le canon de campagne russe à tir rapide de 1902 était plus massif et plus puissant que le modèle allemand, mais le projet des mathématiciens de terrain qui l'avaient conçu, éloignés de la technique de production et, à l'époque, totalement novices dans l'évolution de l'art militaire, a orienté cette puissance entièrement vers l'obtention d'un effet shrapnell extrêmement fort à courte distance et la création d'une arme idéale pour tirer sur des cibles jusqu'à 4 km ; la cadence de tir du canon russe avait le caractère d'une cadence de revolver, assurant uniquement une rafale instantanée de feu, mais non un travail de feu prolongé. Cependant, malgré les contradictions entre le projet du canon russe et les exigences de l'évolution, l'artillerie russe a globalement résisté à l'épreuve de la Première Guerre mondiale, car le personnel de l'artillerie a tiré les leçons de la guerre russo-japonaise et s'est préparé avec énergie au combat à longue portée ; à cet égard, nous étions en avance sur les Français, qui n'ont pleinement maîtrisé les qualités de leur canon qu'au cours des combats de la Première Guerre mondiale.

Inconvénients : l'Allemagne a compensé les faiblesses de son canon de campagne par le développement du feu courbe. Ce dernier a pris une importance particulière, car, dans le dernier quart du XIXe siècle, le champ de bataille a complètement changé d'aspect ; nous y rencontrons déjà non pas les abris faits de sacs à dos, de caisses et de sacs que les défenseurs de S.-Privat avaient érigés en 1870, mais un réseau élaboré de tranchées. Un nouveau terme maladroit est apparu : « fortification sur soi » (самоокапывание), qui cependant traçait une démarcation nette avec la « fortification de campagne » existant auparavant, un art purement de sapeur, utilisé uniquement sur ordre d'en haut, employant des outils de tranchée transportés dans l'arrière, nécessitant un temps considérable pour l'organisation centralisée du travail, presque impossible à appliquer dans la zone de contact avec l'ennemi.

En 1872, une petite découverte a été faite : l'Autrichien Linnemann a inventé la petite pelle. D'un point de vue technique, cette réalisation — une certaine réduction de la taille d'un outil familier à l'homme depuis l'âge de pierre — peut ne pas sembler très importante, mais elle répondait profondément à l'orientation dans laquelle la tactique se développait. La petite pelle est rapidement devenue un équipement standard pour l'infanterie et, pour ceux ayant été sous le feu, elle est devenue un objet absolument nécessaire, soigneusement conservé. Avec les immenses progrès de la technique de destruction de l'infanterie, c'était un don essentiel de la technique pour la sauver de l'anéantissement. La quantité de ces cadeaux pour

l'infanterie n'est pas grande — l'approvisionnement par le trésor, permettant au tireur de ne pas se lever dans les chaînes, la petite pelle permettant de se retrancher au combat, la poudre sans fumée ne révélant pas le lieu de tir, la couleur protectrice des vêtements, le téléphone permettant de réduire les courses des officiers et des messagers sous les balles, les armes automatiques permettant à une seule personne de devenir la cible à la place de dizaines de tireurs — et l'infanterie sait les apprécier.

Au XXe siècle, en attaquant uniquement en conditions de combat frontal, on peut espérer, dans les premières heures de la bataille, ne pas rencontrer de fortifications devant soi : un léger retard de l'offensive, et la défense se retranche déjà dans le sol et devient considérablement plus résistante. Le tir direct devient inefficace contre un ennemi retranché ; les soldats installés dans des tranchées ne peuvent être atteints que par le dessus. D'où l'importance croissante du tir courbe. Celle-ci s'est renforcée avec le passage de l'artillerie aux méthodes de combat à longue distance. Le obusier est l'instrument typique du combat à longue distance, bien que sa portée soit légèrement inférieure à celle d'un canon de poids équivalent ; le fait est que l'efficacité réelle du tir de l'obusier, sa précision, l'effet de ses obus sont presque les mêmes à courte et à longue distance, tandis que l'efficacité du tir de canon diminue considérablement à chaque kilomètre supplémentaire de distance.

Après une tentative faible et rapidement abandonnée des Russes, entreprise en 1885, pour développer le tir suspendu (mortiers de campagne), les Allemands se sont attaqués à la même tâche. Ils ont rééquipé 25 % des batteries de campagne avec des obusiers légers et ont commencé, sous la pression insistante de Schlieffen, à organiser une puissante artillerie lourde de campagne. Comme l'artillerie devenait une arme de combat à longue distance, il était logique d'y inclure également des modèles plus puissants et lourds ; la guerre anglo-bur démontra clairement la possibilité de leur utilisation. La militarisation des attelages d'artillerie, effectuée par la Révolution française, ne concernait que les calibres légers de campagne. La Révolution à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle a laissé les calibres lourds de l'artillerie de place et de siège selon l'organisation ancienne, et les unités de l'artillerie de place ont conservé partout au XXe siècle un caractère stigmatisé d'équipes d'invalides. Schlieffen, convaincu par des tirs d'essai que les petits calibres, quels que soient les projectiles, ne pouvaient préparer une attaque de front fortifié, décida d'étendre la réforme inachevée de la Révolution française aux calibres lourds de l'artillerie.

Il est remarquable que le principal ennemi de l'artillerie lourde ait été les artilleurs de toutes les armées ; à la tête du mouvement se trouvait le célèbre écrivain allemand, artilleur général Rone, qui démontrait tous les torts de l'artillerie lourde, qui restreint la capacité de manœuvre, double la longueur des colonnes d'artillerie, et qui, déjà immensément accrue après 1870, nécessiterait d'énormes parcs, car sans un grand nombre d'obus, l'artillerie lourde perd tout sens ; tout cela est lié à des dépenses énormes, inutiles, puisque le passé — l'histoire de l'artillerie — semble enseigner que tout ce qui nuit à la mobilité et à l'unité de l'artillerie est inapplicable en temps de guerre et rejeté comme un fardeau par le cours des événements.

Lorsque le ministère prussien de la Guerre reçut la note du Grand État-major concernant l'organisation de l'artillerie de campagne lourde, elle fut marquée de trois points d'interrogation et de trois points d'exclamation ! Elle fut renvoyée avec cette annotation perplexe : « Le chef de l'État-major général ne souhaite-t-il pas transformer l'artillerie lourde en pièces légères ? » À cela, Schlieffen répondit brièvement : « Absolument pas. » Au début du XXe siècle, l'idée était déjà devenue réalité. Un bataillon de 6 obusiers (16 canons), rattaché à un corps allemand, occupait effectivement 9 km de profondeur en ordre de marche avec ses colonnes de munitions, tandis que 144 autres canons de campagne et obusiers légers occupaient avec leurs colonnes de munitions seulement 17 km. Passer à un canon qui, au lieu de 30 pas de profondeur dans la colonne de marche, comme c'était le cas sous Napoléon, ou au lieu de 160 pas d'un canon léger moderne, gagne avec la queue de ses caisses alignées une

profondeur de 850 pas, dans d'autres conditions, serait évidemment une erreur. Les techniciens défendaient devant le chef de l'État-major prussien les intérêts apparemment tactiques et opérationnels de la manœuvre. Une tentative pour trouver un tel projectile fut faite en Allemagne avec l'introduction d'une grenade brisante équipée d'un tube de mise à feu à distance. L'explosion de cette grenade au-dessus d'une tranchée pouvait, avec des éclats verticaux, toucher les tireurs assis au fond ou collés à la paroi de la tranchée. Cependant, elle nécessitait une précision de tir extrêmement élevée, presque impossible en conditions de combat ; de plus, même le plus léger abri protège l'infanterie de ce projectile. Le chapitre dix souligne que, pour le chef de l'État-major prussien, ces intérêts tactiques et opérationnels apparaissaient comme importants. Mais dans les conditions modernes, l'apparition de calibres lourds n'était ni un caprice, ni une passion, mais s'avéra profondément justifiée par les conditions générales.

Alors que chez les Allemands, en première ligne, il y avait 1 350 obusiers légers, 656 obusiers lourds et 1 400 pièces d'artillerie lourde (la plupart également des obusiers), mobilisables avec la Landwehr — soit 47 % de toute l'artillerie capable de fournir un tir courbe et lourd, en France le nombre de pièces d'artillerie de campagne lourdes n'atteignait que 300 — seulement 8 % du nombre total de pièces ; pendant la guerre, les Français ont surtout profité de la commande russe d'armes lourdes et ont adopté pour eux des modèles développés par Schneider selon les spécifications russes. En Russie, l'état-major général, sous la pression de l'expérience de la guerre de 1904/05, était parfaitement conscient de la nécessité de renforcer considérablement le tir courbe, mais cette décision n'a été mise en œuvre dans la réalité qu'avec difficulté et progressivement. Il manquait un élan révolutionnaire. Peut-être l'erreur la plus grave a été la limitation de la réforme de Soukhomline dans la suppression de l'infanterie de forteresse ; il aurait fallu également supprimer l'artillerie des forteresses terrestres, la reconfigurer en batteries lourdes attelées et créer auprès de ces batteries un vaste système de cadres cachés pour former de nouvelles batteries lourdes lors de la mobilisation.

Les guerres de l'époque de Moltke nous surprennent par une consommation insignifiante de projectiles : pendant la guerre de 1866 – 40 projectiles par canon prussien et 95,6 par canon de l'artillerie autrichienne dirigée avec énergie ; pendant la guerre de 1870/71 – 190 projectiles par canon allemand en cinq mois d'opérations militaires ; pendant la guerre de 1877/78, en moyenne, chaque canon sur 1 350 canons russes n'a tiré que 125 coups ; comme de nombreuses batteries sont arrivées seulement à la fin de la guerre, nous avons en réalité une norme proche de celle de 1870. La norme habituelle de l'époque napoléonienne – 200 coups par canon pour toute la guerre – n'a pas été dépassée.

La guerre russo-japonaise présente déjà un autre tableau. La consommation moyenne de projectiles pour un canon de campagne russe en Mandchourie atteint déjà 700 ; comme l'accumulation des batteries se faisait seulement progressivement, la norme pour les batteries en activité depuis le début de la guerre devait presque doubler. L'augmentation du nombre de tirs effectués par l'artillerie est tout à fait naturelle lorsque celle-ci est éloignée de la ligne de front et que le tir se fait au-dessus des têtes de l'infanterie ; une arme fonctionnant à courte distance ne nécessite pas un apport abondant en munitions ; deux ou trois dizaines de cartouches pour un revolver suffiront pour la guerre la plus terrible et prolongée. En revanche, l'usine de tir à longue portée n'a de sens que si elle reçoit un apport abondant de matières premières, dans ce cas particulier — des cartouches pour canons et des pièces de rechange pour remplacer celles qui sont usées.

À la veille de la guerre mondiale, l'état-major russe, poussé par l'expérience mandchoue, avait fixé le stock de mobilisation maximum de munitions à 1 500 par pièce d'artillerie, mais en pratique, il n'a été porté qu'à 1 100, en raison de la méconnaissance par les organes d'artillerie de toute la gravité de la question. L'Allemagne disposait d'un stock

approchant les 1 000, la France de 1 400 ; l'Autriche a dû en Galicie payer cher pour avoir conservé la norme de la fin du XIXe siècle — 600 obus.

Le caractère positionnel de la guerre, le fait de se retrouver longtemps face à l'ennemi, augmentait toujours fortement la consommation des munitions. Nous avons déjà observé ce phénomène lors de la lutte pour Sébastopol. La guerre mondiale a imposé des exigences considérables sur les obus d'artillerie. Il existe l'avis selon lequel la lutte active sur le front français s'est interrompue et est devenue une lutte positionnelle en raison du fait que, tant les Français que les Allemands, avaient épuisé leurs stocks de munitions et se retrouvaient presque sans obus. L'industrie militaire, même pour une France riche, ne pouvait produire au début de la guerre plus de 13 à 14 mille obus par jour. Mais, peut-être serait-il plus juste de dire qu'il a manqué d'obus parce que les deux adversaires étaient épuisés; lorsque les troupes n'attaquent pas, elles voient leurs dépôts de munitions.

L'ampleur de la consommation de munitions augmentait au fur et à mesure de leur réapprovisionnement. En 1917, les batteries antiaériennes protégeant Dvinsk tiraient presque chaque jour sur un avion de patrouille allemand qui venait inspecter la gare, utilisant plusieurs milliers d'obus ; cependant, au cours de toute l'année, ces 10 à 12 batteries n'ont obtenu aucun tir réussi. La forme de tir la plus dépensière avait été introduite : le tir de barrage, qui consistait à faire tambouriner l'artillerie sur une zone vide en cas d'alerte, afin d'empêcher l'ennemi de la franchir. En Occident, avec le renforcement des moyens de tir de l'infanterie par les mitrailleuses et les fusils automatiques, cette méthode de gaspillage des caisses de munitions avait presque été surmontée ; nous, en revanche, la changions sur certains secteurs et pendant ces jours amers, sur d'autres secteurs, nous devions compter 2 à 3 obus par canon pour une journée entière de résistance. Lors de la contre-attaque contre la percée allemande du 21 mars au 9 avril 1918, principalement sur le secteur du front anglais, les 1re et 3e armées françaises avaient réussi à consommer 4 millions d'obus de 75 mm et 875 000 obus lourds — une quatrième à une cinquième partie de tout l'énorme stock accumulé par les Français pour la campagne de 1918, et une quantité presque équivalente à celle préparée pendant la paix sur la base des calculs pour toute la guerre. Bien que toute la France se soit en quelque sorte mobilisée en un immense atelier de fabrication de munitions, en 1918, la France a connu une crise des obus.

Le besoin en munitions est extrêmement extensible. Dans une guerre de manœuvre, les troupes ne doivent, autant que possible, pas être entravées, mais dans une guerre de position, une discipline de fer est nécessaire. En 1915, ce n'est pas l'arrière qui a privé l'armée russe de munitions, mais la discipline au sein de l'armée qui n'était pas à la hauteur pour coordonner la consommation avec les capacités de ravitaillement. Il n'y avait pas de discipline ni dans les troupes, ni chez les officiers ; il manquait de la retenue opérationnelle, car le front du Sud-Ouest, bien qu'étant exactement informé de nos capacités pour les six mois à venir, en envoyant des télégrammes désespérés sur la situation désastreuse de l'approvisionnement en munitions, ne tirait pas la conclusion logique de la nécessité d'attendre et de laisser les munitions s'accumuler, mais entreprit une campagne dans les Carpates, qui consuma les dernières miettes d'approvisionnement en munitions. Les Allemands, comme le soulignent clairement les mémoires de Ludendorff, avaient déjà strictement accordé leurs mesures opérationnelles à l'accumulation des stocks de munitions.

Le besoin colossal en obus oblige, lorsqu'on fixe des exigences à la partie matérielle, la direction à se préoccuper aussi de considérations économiques. Le fait est que plus le canon est long, plus son modèle est moderne, plus il est coûteux. Il consomme une grande quantité de poudre, il nécessite beaucoup de cuivre pour chaque cartouche unitaire. Les Français l'ont immédiatement remarqué lorsqu'ils ont déployé depuis les forteresses vers leur front des canons de vieux modèles : leur usage coûtait beaucoup moins cher, on utilisait peu de poudre, les obus étaient en acier ou en fonte moins coûteux, car ils étaient soumis à un choc plus faible

des gaz de poudre, les parois des obus étaient pour la même raison plus fines, et les obus pouvaient transporter vers l'ennemi une plus grande quantité d'explosif.

L'obusier léger allemand s'est avéré être une arme très économique, accomplissant les missions de combat à moindre coût que les autres. Et l'arme de campagne la plus coûteuse est notre canon de 1902, qui consomme avec avidité la plus grande quantité de poudre proportionnellement au poids du projectile et n'est efficace qu'à de courtes distances.

L'utilisation généralisée du feu d'appui a permis aux Allemands d'économiser 15 000 tonnes de poudre par an par rapport à la quantité qui aurait été nécessaire pour tirer les mêmes obus avec des canons.

La limitation de l'utilisation du shrapnel aux dernières étapes et son remplacement très large par les grenades, infiniment moins coûteuses, sont également dictés par l'économie de guerre. La grenade, qui ne nécessite ni l'installation complexe d'un détonateur, ni une grande précision dans les méthodes de tir, représente un véritable projectile pour le combat de masse à longue portée, et seule la conservatisme des artilleurs maintient encore le shrapnel dans sa position actuelle dans les équipements de combat. Les artilleurs du XXe siècle s'accrochent au shrapnel exactement comme leurs prédécesseurs, au milieu du XIXe siècle, s'accrochaient à la mitraille, refusant même le canon rayé pour ne pas affaiblir l'effet de mitraille si cher à leur cœur. Les méthodes d'emploi de l'artillerie par Napoléon Ier sont encore vivantes aujourd'hui parmi les anciens des conclaves d'artillerie.

Le travail brut de combat à longue distance a encore davantage pris un caractère frappant avec l'introduction de projectiles chargés de gaz toxiques. Le combat à l'aide de substances empoisonnées ne représente pas la naissance d'une nouvelle spécialité, d'un nouveau type de troupes chimiques, mais constitue l'un des aspects de l'évolution du feu d'artillerie. Les tentatives d'utilisation de substances toxiques comme moyens de combat rapproché, sous forme de bouteilles de gaz ou de grenades à main, même dans des conditions de position, n'ont pas donné de résultats positifs et appartiennent déjà au passé. Dans le contexte de la technologie de la Première Guerre mondiale, on ne pouvait espérer le succès d'un tir au gaz que dans le cadre d'une guerre de position ; à l'avenir, les obus chimiques trouveront probablement leur place même dans des opérations de manœuvre. La toxicité des gaz a été multipliée par des dizaines au cours de la guerre. La fabrication de projectiles chimiques est une tâche techniquement facile à résoudre ; elle s'est déroulée et continuera de se dérouler à une échelle massive (les Français pendant la guerre : 3 millions d'obus chimiques lourds et 1 million d'obus chimiques légers).

Malgré l'interdiction de leur utilisation par un accord international conclu après la Première Guerre mondiale, dès les premiers jours, les troupes doivent être équipées de masques à gaz, car elles devront immédiatement faire face à des odeurs nauséabondes. Les troupes doivent également être préparées à travailler dans une atmosphère empoisonnée par des gaz, tout comme dans une atmosphère traversée par le sifflement des balles.

L'utilisation de gaz, dans des cas isolés, même en lançant des bombes depuis des avions, sera au moins utilisée pour profiter de l'attitude panique de la population envers les gaz, qui a été générée dans de nombreux États par la presse « jaune » et même par les spécialistes « jaunes ». Les résultats positifs de ces bombardements ne se réduiront pas à un grand nombre de pertes, mais à un important investissement de fonds et d'énergie dans l'arrière ennemi pour l'installation de masques à gaz et l'installation d'abris à gaz.

Moyens de combat rapproché. Comme l'infanterie devenait de plus en plus la branche des troupes de combat rapproché, l'évolution de ses armes suivait un chemin opposé à celui de l'artillerie. À l'époque de Moltke, le tir de fusil à longue distance avait une grande importance. Déjà à une distance de 1,5 à 2 km, les formations serrées de la garde à S.-Prive et les bataillons russes à Plevén subissaient des pertes significatives dues au tir de fusil. Le tir d'infanterie compensait la faiblesse du tir d'artillerie à longue distance. Une proposition de création de batteries de fusils fut avancée en théorie. L'infanterie russe, qui à Plevén possédait

des fusils avec des lunettes ne permettant de tirer qu'à courte distance, reçut après Pleven des lunettes permettant un tir à 1,5 km, et avec le fusil trois lignes modèle 1891 — même à 2 km. Ces efforts étaient mal orientés. Notre école de tir des officiers suivait une voie erronée, prônant le feu de masse à longue distance, où la valeur de la préparation individuelle des tireurs était nulle et tout dépendait de l'art du commandant dirigeant le feu ; cette école de tir d'infanterie, dirigée par un artilleur et mathématicien de terrain, ne concevait encore au XXe siècle pas la nouvelle répartition des rôles au combat entre l'infanterie et l'artillerie ; son faux travail de tir se poursuivit même après la guerre russo-japonaise, mais déjà sous une pluie de moqueries.

Une étape importante, qui coïncidait avec l'évolution de la tactique, fut l'introduction dans toutes les armées, au cours de la première décennie du XXe siècle, de la balle légère à pointe effilée. Les avantages de la balle légère du XXe siècle sont particulièrement significatifs à courte distance. La similitude avec l'artillerie devait disparaître : dans l'artillerie, plus le projectile était lourd pour un calibre donné, mieux c'était, car cela assurait un tir de longue portée ; dans l'infanterie, la balle légère répondait mieux aux exigences du combat rapproché, même si à longue distance elle perdait plutôt rapidement sa vitesse initiale.

Cependant, la modification des caractéristiques balistiques du fusil laisse la tactique globalement indifférente. Cette plate-forme imparfaite, qu'est l'homme au combat rapproché, ne fait que faire réagir la tactique de manière limitée à l'amélioration de la précision de l'outil qui lui est confié. La limite requise de précision du tireur semble avoir été atteinte partout. La compétence du tireur au combat est incomparablement plus importante que la qualité de l'arme.

Mais la tactique réagit vivement à toute amélioration du confort de tir apportée par un nouveau modèle, que ce soit sous la forme de poudre sans fumée, permettant de ne pas dévoiler le lieu du tir, sous la forme du magasin autorisant le chargement du fusil par une boîte de cartouches, ce qui augmente à peine la cadence de tir, ou sous la forme du fusil automatique, éliminant l'énergie dépensée après chaque tir pour extraire la douille et introduire une nouvelle cartouche, permettant au tireur de ne pas détourner son attention de la cible. Les troupes accordent une valeur extrêmement importante à la moindre amélioration facilitant le confort de tir.

Dragomirov, à la fin des années 1880 et au début des années 1890, à un moment où le fusil à magasin avait déjà été introduit en Allemagne (1888) et n'était en Russie qu'en cours de développement (1891), cherchant à apaiser l'opinion publique et à convaincre les troupes que l'on pouvait se battre et vaincre même avec le Berdan en leur possession, paraissait aller résolument à contre-courant, tel un Don Quichotte engagé dans une lutte désespérée contre les moulins à vent de son époque.

Les tendances de développement des armes d'infanterie modernes se manifestent clairement dans l'évolution de la mitrailleuse. La mitrailleuse est apparue en 1870, car sa conception était organisée dans le style des 'armes de tir à distance', un substitut de l'artillerie. Elle a été adoptée dans l'armée anglaise, où le contexte des guerres coloniales poussait également l'artillerie à combattre à courte distance. Lors de la guerre russo-japonaise, étant encore installée sur un affût élevé, semblable à celui d'un canon, la mitrailleuse se séparait des batteries en arrière et s'intégrait aux lignes avancées de l'infanterie, travaillant efficacement en défense. Pendant la Première Guerre mondiale, la mitrailleuse était déjà utilisée sur des affûts bas ou sur un pied léger ; mais elles étaient encore en nombre insuffisant et restaient essentiellement des mitrailleuses de troupe. Du point de vue du combat rapproché de l'infanterie, elles présentaient même un excès de portée, de précision et de cadence de tir, entraînant une masse et un poids excessifs. La tactique exigeait en même temps d'alourdir la composante matérielle de l'artillerie et d'alléger celle de la mitrailleuse ; pour le combat rapproché, 40 à 50 kg représentaient un poids inacceptable. Une mitrailleuse légère est alors apparue et a rapidement commencé à se répandre. À la fin de

la Première Guerre mondiale, en Occident, il y avait 8 mitrailleuses lourdes par bataillon et un nombre similaire de mitrailleuses légères par compagnie. L'introduction des armes automatiques dans le cadre de l'organisation de l'infanterie a rendu nécessaire sa restructuration radicale.

Le véhicule blindé, ne pouvant se déplacer que sur de bonnes routes, a cédé sa place au char dans le cadre d'une grande guerre. Ces derniers, d'abord une branche distincte des forces armées, massifs, sont rapidement entrés dans la catégorie des moyens de combat rapproché, ont reçu un armement plus léger, des dimensions plus petites, et ont commencé à se transformer en infanterie blindée mécanisée. La combinaison avec l'infanterie et l'adaptation aux méthodes de combat de l'infanterie joueront un rôle essentiel dans l'utilisation au combat des chars.

En partie les conditions positionnelles de la guerre, et en partie le détachement de l'infanterie des masses d'artillerie, ont provoqué la naissance d'une technique considérable et assez lourde, directement au sein des rangs de l'organisation d'infanterie.

Le développement des mortiers pendant la guerre mondiale s'explique par le désir de réaliser des économies, en remplaçant une partie de l'artillerie par de simples mortiers ayant une portée de 0,5 à 1,5 km. Au lieu d'un projectile coûteux, propulsé par une grande charge de poudre depuis un canon situé à 5 km derrière le front, on utilisait un projectile bon marché à parois fines fabriqué dans le métal le plus simple, pouvant contenir en grande quantité un substitut de matière explosive pour le remplissage des obus ; ce projectile bon marché était transporté vers l'ennemi de telle manière que les premiers 5 km étaient portés à la main, et le dernier kilomètre était lancé par le mortier avec une dépense minimale de poudre. Les économies étaient considérables, mais la position du mortier au sein de l'infanterie était très désagréable, car elle attirait le feu de riposte de l'ennemi. Par conséquent, les actions des mortiers ne réussissent que si, en même temps, de fortes masses d'artillerie entrent en action de notre côté ; les économies dans les moyens de combat à distance ne sont obtenues qu'au prix de nouveaux efforts et de désagréments pour l'infanterie, dont la coupe est déjà bien remplie. La discipline allemande a permis une utilisation étendue de ce moyen ; la discipline russe, non, en partie peut-être parce que les mortiers russes étaient déjà trop économes et ne lançaient les bombes que sur quelques centaines de pas, trop visibles pour l'ennemi.

L'artillerie de régiment et de bataillon ainsi que les mitrailleuses fixes, survivantes de l'infanterie, occupent parfois une position intermédiaire entre les moyens de tir d'artillerie et d'infanterie ; parfois, ces moyens attribués à l'infanterie représentent de véritables canons. Comme elles tentent de remplacer la masse d'artillerie disparue de la ligne de front et séparée de l'infanterie, il est difficile de leur prédire un avenir brillant. Mais puisqu'elles s'intégreront au combat d'infanterie et permettront d'élargir l'échelonnement des moyens de combat rapproché en profondeur, elles pourront rendre les plus grands services. Mais elles doivent se démocratiser, se poser au niveau du terrain, se disperser, se camoufler, apprendre à utiliser les plus petits abris, et s'imprégner entièrement de la psychologie du combat d'infanterie.

Aviation. Seule l'aviation est apparue comme une nouvelle arme ; pendant la Première Guerre mondiale et la guerre civile, elle s'est montrée un concurrent efficace de la cavalerie en matière de reconnaissance, ainsi que pour les raids, et un ennemi redoutable des mêmes masses de cavalerie ; l'aviation est désormais intrinsèquement liée à la conduite des opérations, aux mouvements des troupes et des convois, ainsi qu'aux méthodes de tir de l'artillerie. Mais nous ne faisons encore qu'assister au début de cet impact révolutionnaire que l'aviation est indubitablement destinée à avoir sur l'art militaire dans son ensemble. De notre point de vue terrestre, à partir des aérodromes, l'aviation représente un moyen de combat à très longue portée, qui étendra la zone de tension militaire sur des centaines de kilomètres au-delà de la ligne de front. Devant l'aviation, tous les succès de l'artillerie à très longue portée pâlissent.

Fortifications à long terme. La fortification à long terme de l'époque de Moltke se manifestait dans un certain nombre de forteresses pas très grandes, verrouillant les nœuds ferroviaires et les passages les plus importants et nécessitant pour leur défense des garnisons relativement modestes. Certaines forteresses possédaient des forts avancés sur les hauteurs les plus proches ; telles étaient initialement les forteresses prussiennes dans la province rhénane séparée du territoire principal de la Prusse ; la mission de ces forteresses était de fournir un refuge aux troupes prussiennes sur le Rhin, où elles pouvaient s'abriter jusqu'à l'arrivée des forces principales de Prusse. C'est pourquoi ces forteresses étaient appelées « forteresse-camp ». Les meilleures forteresses françaises — Metz, Belfort, Paris — avaient également des forts avancés ; ces forteresses ne tombaient aux mains des Allemands, inexpérimentés dans l'attaque des forteresses, que par la faim, et certaines tenaient jusqu'à la fin de la guerre. Les forteresses dépourvues de forts résistaient relativement peu et capitulaient souvent dès le premier bombardement.

L'art de l'ingénierie s'est accroché, semble-t-il, au type de forteresse expérimenté durant la guerre de 1870, avec une ceinture de forts avancés. Pour répondre à l'augmentation de la portée des tirs d'artillerie, les ingénieurs construisaient de nouveaux forts encore plus avancés ; face à l'invention de projectiles chargés d'explosifs puissants, capables d'effondrer les voûtes en briques quelle que soit leur épaisseur, les ingénieurs répondaient par l'utilisation de béton et d'acier, rendant les ouvrages défensifs beaucoup plus coûteux. La pensée ingénieure s'est agrippée aux formes anciennes et a tenté de les maintenir, au prix de centaines de millions dépensés et en portant les garnisons des forteresses à des effectifs de centaines de milliers de soldats.

Un élément typique et crucial de la formation en ingénierie du XIXe siècle était le fort permanent ; lorsqu'il s'agissait d'étendre une position fortifiée, il était naturel pour les ingénieurs de chercher à sécuriser cette position en concentrant les moyens de défense dans quelques points sûrs face à l'assaut, en utilisant pour leur protection des couches épaisses de béton et de blindage. Chaque fort représentait une cible idéale ; la question était seulement de créer une arme suffisamment « puissante » capable de détruire sans effort les protections existantes. La voix des tacticiens, y compris celle de l'auteur de ce travail, qui insistaient ardemment sur la nécessité de répartir les éléments de défense rassemblés dans un même fort sur une plus grande surface, ne fut entendue qu'au trop tard. Les forts sont une formation compacte en fortification, un refus par l'ingénieur réactionnaire des exigences de la tactique et des conditions de combat contemporaines ; bien sûr, ils étaient condamnés à jouer un rôle triste durant la Première Guerre mondiale.

La Russie avait déjà commandé, avant la Première Guerre mondiale, un obusier de 42 cm en France ; les ingénieurs militaires russes, français et belges en étaient informés ; pourquoi donc ont-ils été si étonnés que de tels obusiers, en petit nombre, se retrouvent chez les Allemands et, avec des obusiers autrichiens de 30 cm, commencent à démolir, comme des cartes, les forteresses belges ? Ces dernières avaient été conçues au XXe siècle uniquement pour des obus de 40 kg tirés par des canons de 15 cm, et elles ont reçu des obus 8 à 20 fois plus lourds. À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Entente s'était également procurée d'énormes obusiers ; pour la destruction de cibles rencontrées dans la guerre de position, ils représentaient un instrument trop encombrant et peu pratique. Ils étaient voués à disparaître, mais la possibilité de leur réapparition à tout moment découragerait probablement longtemps les ingénieurs militaires de toute infraction à la fortification à long terme par la construction de forts dotés de tactiques et de camouflage.

Sur le plan opérationnel, l'utilisation appropriée de la fortification à long terme était entravée par des préjugés d'un autre ordre. Avec la puissance actuelle des moyens d'attaque, une forteresse isolée ne peut longuement tenir si l'ennemi est un tant soit peu bien préparé à attaquer des positions fortement fortifiées ; de plus, elle n'a qu'une valeur passive, car l'obstacle qu'elle représente sur le chemin de fer peut facilement être contourné par la

construction d'une voie de déviation ; en présence d'un grand nombre de Landwehr et de milices, le blocus d'une telle forteresse ne peut gêner l'avancée de l'adversaire ; la valeur active d'une forteresse, comme tête de pont devant une barrière fluviale, est négligeable en raison de la taille insuffisante de la forteresse par rapport aux fronts immenses de l'époque moderne. La fortification à long terme peut être bien mieux utilisée non pas pour construire une forteresse isolée, mais pour ériger une position étendue à la frontière, protégeant la direction la plus importante, pour transformer une partie de l'État, voire l'État entier, en forteresse. Après la guerre de 1870, dans une France affaiblie, est née l'idée de créer un type de Grande Muraille de Chine qui protégerait la France de la frontière suisse jusqu'à la mer ; le feu d'artillerie renforcé permettait de créer une haie de fortifications et de forts liés entre eux par le feu le long de toute la frontière avec l'Allemagne et la Belgique. Les nouvelles possibilités économiques permettaient de conférer à ce cordon fortifié une résistance significative.

L'état-major général français, imprégné de la doctrine napoléonienne, s'opposa vigoureusement à ce projet ; peut-être y avait-il en secret aussi la pensée que la France, assurée d'une position fortifiée, accorderait moins d'attention aux forces armées ; les arguments officiels étaient les références au 'danger du cordon et à une posture passive'. En conséquence, la mise en œuvre de cette proposition prit une forme aiguë : la frontière belge fut laissée ouverte, tandis que deux positions durables furent érigées sur la frontière allemande, Belfort—Épinal et Toul—Verdun. Entre Épinal et Toul, Verdun et la frontière belge, deux passages libres furent laissés de largeur ne dépassant pas celle de deux petits passages ; une invasion par une armée allemande d'un million d'hommes à travers de tels passages étroits la mettrait dans une position extrêmement désavantageuse. L'utilisation de fortifications durables permet de canaliser l'offensive de l'ennemi, de le provoquer à violer la neutralité des voisins et de préparer une opération de riposte. Bien que l'état-major général français eut une attitude hostile à ce projet même après sa mise en œuvre et privât le palissage fortifié, à l'exception de ses quatre principales forteresses, des crédits pour son entretien au niveau de la technique moderne, cette utilisation de la fortification durable joua un rôle important lors de la Première Guerre mondiale, assurant 'les principales conditions préalables au succès sur la Marne'. En Russie également, il y eut une tentative timide de créer un front fortifié le long du Niemen, du Bobr et de la Narew, qui aurait entouré la Prusse-Orientale, mais les préjugés contre le cordon et l'attrait des ingénieurs russes pour les forteresses gigantesques étouffèrent cette tentative de la fin du XIXe siècle dans l'œuf.

Au XXe siècle, l'art opérationnel devra rencontrer à plusieurs reprises de tels segments de la Grande Muraille de Chine ; dans ce dernier terme, on n'entend plus du tout le mépris avec lequel il était utilisé par l'état-major général français avant la Première Guerre mondiale.

Art opérationnel. Déjà à l'époque de Moltke, la poursuite n'existait qu'en théorie. Les trois grandes opérations dirigées par Moltke ne connaissaient pas la poursuite comme acte final : à Königgrätz, les Autrichiens se retirèrent sans être inquiétés par les Prussiens, près de Metz, Bazaine se retira vers la forteresse, et à Sedan, l'armée française capitula. Les chemins de fer viennent désormais en aide au repliant. Ils ont déjà aidé MacMahon à se rassembler après la défaite de Wörth dans le camp de Châlons. Après Moltke, nous ne rencontrons pas de poursuites purement militaires ; pendant la guerre russo-japonaise, il n'y a eu aucune indication de poursuite en dehors des opérations. L'attaquant s'épuise désormais dans l'opération — beaucoup plus qu'auparavant lors d'une bataille d'une journée, tandis que le replié reçoit rapidement des renforts et effectue un nouveau déploiement opérationnel. La poursuite ne réussit qu'en cas d'épuisement économique complet et de désagrégation politique de l'État ennemi. Tel fut la poursuite par les Russes — la marche vers Constantinople au début de 1878, la poursuite de l'armée bulgare déjà dispersée chez elle en 1918 — le seul exemple de poursuite pendant la Première Guerre mondiale et la poursuite de Koltchak et Denikine pendant la guerre civile.

L'incapacité d'organiser la poursuite et de récolter hors de l'opération les fruits du succès oblige à organiser l'opération de manière à encercler et capturer tout ou partie de l'armée ennemie dans le cadre même de l'opération. Cannes et Sedan sont les principaux guides de la pensée opérationnelle du XXe siècle. Ce n'est pas la menace de communiquer avec l'ennemi, comme c'était le cas au XVIIIe siècle, mais la pression réelle et la capture de ses forces qui constitue l'objectif des entreprises opérationnelles contemporaines.

Le XXe siècle mène des opérations sur un front très large, mais ces opérations dans une grande guerre se distinguent néanmoins par leur grande ampleur. Déjà à l'époque de Moltke, les questions de l'organisation de l'arrière étaient secondaires, et leur gestion n'intéressait même pas le chef d'état-major menant l'opération, et était confiée aux mains du général-quartier-maître ; et pour ce dernier, cela restait parfois une affaire de moindre importance. Aujourd'hui, l'arrière est devenu très vaste, le succès de son fonctionnement influence considérablement le cours des opérations, et l'art de gérer l'arrière opérationnel passe au premier plan.

La dépendance des armées aux chemins de fer a été multipliée par dix depuis l'époque de Moltke, car le besoin de fournir une armée de même force en approvisionnements a augmenté dans la même proportion, voire davantage. De ce fait, le détachement de l'armée des chemins de fer a un impact extrêmement sensible sur l'état et la solidité du front. « Les armées de Moltke pouvaient se séparer librement des gares principales sur une dizaine de marches. Aujourd'hui, un détachement de cinq marches semble presque impossible à atteindre. L'ampleur des opérations en profondeur a considérablement diminué.

Défense et offensive. L'Allemagne disposait d'une supériorité en termes de qualité et de préparation des masses, dans l'organisation, la rapidité de déploiement et la capacité de manœuvre, ainsi que dans la fiabilité tactique du personnel de commandement. Dans le caractère globalement offensif de l'économie et de la politique, la pensée militaire allemande, confrontée à une guerre sur deux fronts, cherchait naturellement à exploiter par l'offensive ses points forts. Les masses, dans les conditions du combat moderne, ne peuvent être utilisées de manière rationnelle que lorsqu'elles sont déployées sur de larges fronts. La formation rapide d'un tel front exige une linéarité opérationnelle ; un ordre opérationnel offensif se crée naturellement en regroupant les corps et les divisions sur toutes les routes principales menant à l'ennemi.

L'opération et le combat modernes présentent le danger qu'ils engendrent une tendance à la rupture des liens tactiques et organisationnels, à la suppression du commandement supérieur. Les Allemands, s'appuyant sur leur supériorité dans la préparation politique et tactique de leurs masses pendant la période de préparation à la guerre mondiale, ont conservé au niveau de la direction seulement la conduite idéologique et directive, et misaient sur l'autonomie, l'énergie et l'ingéniosité des chefs subalternes ; ils croyaient en leurs soldats, en leur capacité de parcourir 50 km sans compromettre la discipline, en leur aptitude à se tirer de toute situation et affrontaient courageusement les dangers de l'opération moderne. Que les soldats allemands et ennemis forment dans l'opération un mille-feuille et se mélangent de manière la plus fantaisiste, que se crée une situation où aucune gestion par le commandement supérieur ne soit possible. Dans ces conditions sauvages du combat contre une force ennemie et de toutes ses complications, toute la solidité du matériau dont est composée l'armée allemande se manifeste. Schlichting a développé la théorie du combat contre une force ennemie, et les Allemands l'ont proclamée leur forme nationale de combat.

Nous avons mis en évidence l'existence d'une base matérielle solide soutenant les aspirations des Allemands à l'offensive et à sa manifestation suprême — le combat contre-attaquant. Cependant, malgré l'existence des conditions préalables à l'offensive, la pensée militaire allemande abordait la défense tactique sans aucune mise en garde ; et lorsque, 3 à 4 ans avant la Première Guerre mondiale, en Russie et en France (Granmeson), une tendance à passer à l'offensive « coûte que coûte, quelles que soient les circonstances » se dessinait,

l'esprit allemand adoptait immédiatement la voie consistant à offrir à ses adversaires les lauriers de l'offensive tactique, si ces derniers les poussaient nécessairement ; lors des derniers grands manœuvres avant la Première Guerre mondiale, Moltke le Jeune donnait des missions qui clouaient des corps entiers sur des tâches défensives. L'armée allemande s'était rapidement formée à tirer de la technique contemporaine tout ce qu'elle pouvait offrir pour une défense tenace. Sur les trois grands secteurs du front de bataille frontalier à l'Ouest au XXe siècle, en 1914, les Allemands commencèrent les combats sur deux secteurs depuis une défense tactique, et ici les Français, avançant imprudemment, furent fortement surpris ; il s'est créé l'impression selon laquelle les Français étaient tombés dans des embuscades d'échelle armée.

Le matérialisme connu de la pensée militaire allemande, les traditions de Clausewitz et de Moltke l'Ancien ont sauvé l'armée allemande des enthousiasmes extrêmes en matière de défense et d'offensive. Dans la pensée militaire franco-russe, nous voyons sur ces questions un mélange de prudence, recommandé par les circonstances, et d'hystérie offensive sur un fond intellectuel idéaliste.

Les victoires de Moltke l'Ancien eurent lieu un demi-siècle après celles de Napoléon I. (Alors que le chercheur allemand se posait la question : qu'a apporté Moltke de nouveau dans l'art militaire, en quoi se distingue-t-il de Napoléon ? — la pensée militaire française, essentiellement réactionnaire (Gibert, Bonnal, Foch, et autres), retournait cette question dans tous les sens : en quoi Moltke répétait-il Napoléon ? En quoi se présente-t-il non pas comme un stratège original, mais comme un élève, copiant Napoléon ? La simple formulation de ces questions obligeait certains à avancer, d'autres à reculer. Il n'est pas étonnant que l'éducation militaire française n'inclue pas dans son cadre une discipline militaire aussi étrangère à la pensée réactionnaire que l'histoire de l'art militaire.

La France est un pays de centralisation, contrairement à l'Allemagne. Napoléon Ier est le plus grand centralisateur ; il savait à un degré suprême centraliser même la gestion des batailles. Napoléon Ier, dont les Français continuaient à chercher le secret de l'art de la victoire, ne pouvait apparaître que comme un maître de la centralisation du commandement ; on ne pouvait être l'élève de Napoléon Ier et reconnaître en même temps l'enseignement du combat en confrontation directe.

Il fallait être vigilant contre les tendances anarchiques et chaotiques du combat moderne, il fallait se libérer de leur emprise ; et Bonnal créa un art opérationnel et une tactique qui conservaient au commandant en chef la possibilité de diriger les ordres et permettaient de centraliser la gestion. Les formes d'opération et de combat devaient être telles qu'elles mettent tous les chefs subalternes dans des normes précises. Bien sûr, il aurait été plus simple de conserver les troupes sous les mains du commandant supérieur, en donnant une nette préférence à la défense. Mais l'expérience de 1870 était interprétée en France comme une sentence contre la défense passive. Mettre la défense comme base de l'ordre et de la centralisation de la gestion signifiait rédiger un certificat de pauvreté intellectuelle. Pour prôner une offensive décisive, autour de laquelle on pourrait tenter de concentrer tous les efforts, comme cela avait eu lieu en Allemagne, il manquait les conditions matérielles : la discipline des masses était douteuse, et l'état-major supérieur était en désarroi. C'est pourquoi Bonnal avança la thèse de l'offensive défensive — ou de la défense offensive. L'art militaire consiste à conserver sa liberté d'action afin de ne pas être lié par la volonté de l'ennemi. Il faut conserver la liberté d'un escrimeur, dont la posture est équilibrée et permet avec la même aisance de sauter en avant ou en arrière. Ce n'est qu'au moment d'une attaque décisive que l'on peut renoncer aux exigences de prudence, à la possibilité de se déplacer dans toutes les directions, à la liberté de choisir d'engager ou non le combat. En centralisant la gestion et en conservant la liberté d'action, on peut toujours punir une offensive impétueuse de l'ennemi. Bonnal refusait avant tout toute idée de passer à l'application des méthodes de combat d'affrontement.

Mais comment préserver la liberté d'action ? Bonnal recommandait, pour cela, dans l'art opérationnel, les mêmes méthodes que celles utilisées dans la tactique française. L'avant-garde tactique, le profond échelonnement des troupes, le maintien d'une réserve tactique : voilà les moyens d'une gestion centralisée du combat, créant en même temps un ordre de bataille équilibré, comme la position d'un escrimeur. Une avant-garde forte et éloignée sur une grande distance est encore plus importante que la réserve, en tant qu'organe de commandement du supérieur ; l'avant-garde, en entrant en combat avec l'ennemi, informe le supérieur de la situation et lui donne le temps et l'espace nécessaires pour prendre n'importe quelle décision. Les forces principales peuvent manœuvrer protégées par l'avant-garde, comme un bouclier, ou même éviter complètement le combat si la situation est défavorable. La réserve est le moyen d'agir, lorsque le moment est venu, par une attaque instantanée.

Pour Bonnal, l'art opérationnel n'est qu'une grande tactique. Si une division détache un régiment en avant-garde, et que le régiment reste en réserve, alors une armée de quatre corps doit avancer un corps en avant-garde opérationnelle, en conduire deux à côté de lui, et laisser un corps en réserve. Lorsque Bonnal élaborait le plan de déploiement des armées françaises, il désigna une armée pour l'avant-garde opérationnelle et en conserva une en réserve opérationnelle, sans compter la masse des divisions réserves qu'il avait « délogées » du déploiement, les mettant en arrière. La direction centralisée et la liberté de manœuvre sont assurées ; un réseau entier de détachements de garde doit isoler nos masses de l'ennemi et lier les mouvements de ce dernier. La question de la garde des avant-postes est exagérée : il ne s'agit pas seulement d'avertir à temps les forces principales et de les protéger contre les attaques inattendues de l'ennemi, mais de leur garantir la liberté de manœuvre. La ligne des avant-postes doit établir le contact avec l'ennemi et mener la première, l'introduction, partie particulièrement importante du combat.

Partout, Bonnal cherchait à s'opposer à l'ennemi avec des forces moindres ; le mépris de la masse est à la base de sa pensée ; « Il va ouvertement chercher à placer tous les innombrables avant-gardes dans un rapport de forces défavorable par rapport à l'ennemi, afin que le commandant supérieur puisse repérer le point faible de l'ennemi et, au moment opportun, ordonner la réalisation d'un coup décisif. » Pour lui, l'art de la manœuvre est l'art de jongler avec les forces, de réaliser des économies sur le front, de déployer initialement de manière parcimonieuse, de commencer le combat faiblement, afin de conserver une réserve importante pour l'acte décisif.

Un autre point avancé par Bonnal pour garantir la gestion centralisée concernait l'accent marqué sur la nécessité de l'unité de vues dans l'armée sur les questions opérationnelles et tactiques. Pour gagner, il faut avant tout l'unité de doctrine — l'unité de pensée militaire de tout l'état-major de l'armée. Il est tout à fait logique pour l'école idéaliste, qui place l'idée au-dessus des facteurs matériels, de reconnaître que la cohésion idéologique sur les questions d'art militaire est la condition primordiale de la victoire. La tactique et la stratégie ont besoin de tables sur lesquelles seraient gravés les commandements ; et toute déviation idéologique de celles-ci, toute hérésie dans l'interprétation de la tactique et de la stratégie commence à être perçue comme une trahison. Des fouets et des scorpions sont nécessaires, une élimination impitoyable des penseurs divergents est requise. Telle est la nature réactionnaire de l'unité de doctrine, provoquant un aveuglement sur les questions techniques de tout le peuple et constituant un obstacle à l'évolution de l'art militaire.

Les idées de Bonnal étaient brillamment illustrées par une étude déformée des campagnes de Napoléon ; et selon Bonnal, Foch, en analysant 1870, démontrait combien l'art opérationnel de Moltke l'Ancien était minable comparé à celui de Napoléon, s'appuyant non pas sur un avant-garde opérationnel puissant, mais seulement sur de faibles divisions de cavalerie, qui seules avançaient devant les forces principales. Notons ici seulement une erreur technique substantielle de Bonnal : l'art opérationnel n'est pas la tactique à grande échelle, et une armée n'est pas un bataillon de cent mille hommes. La promotion de la ligne étroite de

l'armée, construite en carré ou en losange, conduit à ce qu'elle perde sa capacité à se déplacer et à manœuvrer. Un bataillon, en dispersant ses compagnies sur un large front, rend la manœuvre difficile, tandis qu'en les regroupant, il est prêt à se déplacer rapidement dans n'importe quelle direction. Dans l'armée, c'est le contraire. Bonnal et toute l'école française ont négligé « l'extrême abominable de la concentration » ; l'approfondissement de l'époque napoléonienne ne leur a pas permis de prendre correctement en compte les arrières modernes. On ne peut pas appliquer à l'art opérationnel les principes de la tactique ; justes à une échelle, ils peuvent être erronés à une autre.

L'approche russe des questions opérationnelles, avant la guerre russo-japonaise, découlait d'idées très douteuses, écrasantes et napoléoniennes-brunenskiennes, analogues à celles avec lesquelles nous avons découvert lors de la guerre de 1877. Immédiatement après chaque guerre, il se développe naturellement une tendance à une interprétation plus matérialiste de l'art militaire. Cette tendance s'est également formée après les épreuves difficiles en Mandchourie. L'armée russe a beaucoup gagné grâce à l'expérience acquise. Cependant, les méthodes défensives et passives de Kouropatkine suscitaient parmi la jeune génération de l'état-major russe une réaction extrêmement vigoureuse contre elles ; elles étaient rejetées comme la création personnelle de Kouropatkine — un perdant, manquant de détermination. Sans étudier les conditions matérielles qui étaient à la base de l'art militaire de Kouropatkine, sans examiner les conditions matérielles qui sous-tendaient la prise de décision sur les questions tactiques et opérationnelles dans l'armée allemande, nous avons rapidement abandonné les tentatives de suivre une voie autonome et nous nous sommes tournés vers les disciples les plus fidèles du XXe siècle de von Schlichting ; l'école allemande — le Schlichting, comme l'auteur l'a rapporté en 1912 lors d'une réunion des défenseurs des connaissances militaires à Saint-Petersbourg — s'est répandue dans les échelons supérieurs de l'armée russe avec une rapidité extraordinaire ; ils sont devenus plus catholiques que le pape lui-même, coupés de leur base matérielle, de leurs masses politiquement mal unies. Telles étaient les conditions dans lesquelles mûrissait le plan de notre invasion de 1914 en Prusse-Orientale : une somptueuse conception théorique, mais catastrophique par l'adéquation entre le plan théorique et la préparation réelle des Russes — officiers et masses — à sa réalisation. Cette catastrophe avait un type turc : les Turcs en 1912, 1914 et 1915 essayaient à plusieurs reprises de résoudre les problèmes militaires « selon Schlichting », malgré les avertissements donnés par l'Allemagne "voenruka" von der Golz, et à chaque fois, ils payaient un prix terrible. Nous devons nos plus grandes victoires sur le front du Caucase — près de Saganluk — à ces enthousiasmes allemands d'Enver-bey.

Il aurait été préférable de mener la guerre selon la méthode de Kouropatkine. Mais l'étude de ses opérations en Mandchourie a même fait sortir les Français de la position équilibrée recommandée par Bonnal. À l'exception des Allemands, qui se préparaient, le cas échéant, à utiliser calmement le fil de fer et les tranchées, le monde militaire avant 1914 est tombé dans une hystérie offensive. Celle-ci se manifestait particulièrement clairement à partir de 1911 dans l'armée française. Le chef des Jeunes-Turcs de l'état-major français, Granmazon, exigeait que chaque action porte le sceau de l'esprit offensif. Il faut aller ouvertement aux excès à cet égard. Il faut soumettre partout l'ennemi, le contraindre à la défense — c'est là que réside la protection contre ses attaques. L'alternance des secteurs offensifs et défensifs est la mort de l'offensive en général ; celle-ci ne pourra se produire que si tout le monde et partout attaque. Il faut rejeter totalement l'escalonnement des forces en profondeur, car il empêche leur engagement simultané dans le combat. Dans l'esprit de Granmazon, une école entière de partisans français de Dragomirov travaillait depuis longtemps en France, traduisant dans le cadre de la pensée française le concept souvorovien — « la balle est stupide, la baïonnette est vaillante ». Le centre de gravité de l'art militaire a été déplacé par Bonnal du domaine de la confrontation matérielle des troupes à celui de la lutte intellectuelle entre deux commandants, et Bonnal cherchait à élargir autant que possible les moyens d'influence de l'intellect du

commandant. Il était encore élève de Gustave Le Bon. La génération suivante était déjà élève de Bergson, rompant avec l'intellectualisme et transférant toute l'attention vers l'élément moral. La guerre de 1870 semblait déjà perdue non pas par ignorance opérationnelle du haut commandement français, mais, selon le général Cardo, « parce que nos pères étaient des scélérats » et n'ont pas supporté l'examen moral de la guerre. Le colonel Montaigne, qui avait un grand succès, affirmait que la science militaire n'est pas une science positive ou expérimentale, mais une science de nature morale. « Je dirai plus : il n'y a pas de science de la guerre, il n'y a que la morale de la guerre. La science militaire doit emprunter à la morale ses méthodes, ses règles, ses commandements. Il faut transférer toute notre pensée militaire du monde intellectuel au monde moral. Ce n'est pas par la doctrine du respect, du pardon et de la compassion que l'âme du soldat se forge, mais par la doctrine dure, féroce, qui méprise la défaite et les vaincus ».

Ces pensées ont coloré l'entrée des Français dans la bataille frontalière ; leur écho se trouvait également dans l'offensive de Nivelles en 1917. L'école jeune-verdenoise de Nivelles et Mangin n'est pas éteinte pour toujours. La prédication de l'enseignement moral sur la guerre flatte l'oreille même des combattants aguerris. Mais il ne faut pas oublier que Tércence Varron, adversaire d'Hannibal, soutenait également l'offensive inconditionnelle.

Tactique de choc et de feu. Chaque armée européenne, comme on peut le voir d'après le compte rendu des guerres les plus récentes, avait la possibilité de se repentir, après avoir subi de lourdes pertes, de son adhésion aux principes de la tactique de choc. Avec la participation de Schlichting, l'armée allemande reçut en 1888 un règlement de tir succinct et clair, considérant l'avancée de l'infanterie comme le déplacement des positions de tir à des distances de plus en plus proches et décisives. Il semblait que l'on ait mis fin à la situation existant depuis un siècle, selon laquelle la tactique d'infanterie a deux âmes — le tir et le choc. L'idéal de choc, qui avait une histoire de deux millénaires et avait été analysé par Xénophon, semblait être irréversiblement tombé dans le passé. La tactique de tir libéra l'infanterie de toute préoccupation concernant les alignements et les formes extérieures, inutiles dès que l'idée d'une attaque à la baïonnette simultanée sur un large front disparaît ; pour l'initiative des officiers subalternes s'ouvre un espace extrêmement large. Le règlement d'infanterie s'est extraordinairement simplifié. Schlichting insistait sur la réduction extrême de la tactique élémentaire de l'infanterie ; les cours de plus de trois dizaines de pages devaient, selon Schlichting, être supprimés, car ils pouvaient devenir un outil pour tenter de réintroduire un élément mécanique dans l'assaut de l'infanterie, tuer en elle l'esprit, la réflexion et l'initiative ; la volonté de prévoir en détail à l'avance ce que l'infanterie devra faire ne peut être bénéfique pour personne, comme l'enseigne l'expérience historique la plus récente. Le désir de la part du commandement de se montrer à propos d'une tactique mineure et élémentaire, sans lien avec la préparation rationnelle des troupes, est dangereux, tout comme les enthousiasmes des officiers inspecteurs lors des revues, exercices et manœuvres. Le transfert des compétences de parade et de manœuvre de l'état-major à la bataille moderne de tir constituerait une perspective redoutable. Il est raisonnable de renoncer à la détaillation et à la précision de ce qui, par nature, ne peut être précisé ; après tout, le tableau des combats de la guerre future, qui définit entièrement ces détails, peut changer considérablement et n'est en aucun cas clair.

Étonnamment, la lutte intense entre les tactiques de choc et de feu au milieu du XIXe siècle reste inépuisable.

Quelles sources alimentent les tactiques de choc ? Tout d'abord, l'idée de la nécessité d'utiliser la coercition au combat, qui peut prendre différentes formes avec différents degrés de conscience du combattant. La forme la plus énergique de coercition est l'établissement d'une forme d'attaque statutaire.

Dans le pamphlet « Songe d'une nuit d'été », un auteur allemand anonyme s'exprime très fortement, sous l'influence de l'expérience de la bataille de Saint-Privat : « La peur jette un homme au visage et le cloue au sol, et ils veulent transformer cette même peur en une

méthode tactique, en une habitude morale, en un moyen de gagner. Mais cette manie est la quête de la clôture, qui se répand sur le champ de bataille comme une infection, cette manie est l'ennemi principal. C'est avec lui que nous devons nous battre et le vaincre. Et il n'y a qu'une seule façon d'y parvenir : fermer, placer le chasseur dans la structure de formations solides, en renforcement de fer, qui le fera bouger à tout prix et peu importe sa peur. Les pertes seront importantes. Oui, mais une armée qui craint les pertes ne devrait jamais faire la guerre : sur le champ de bataille, seul le courage apporte la victoire, et la vie humaine ne compte pas. » Von Scherff, un écrivain allemand très autoritaire, confirma cette idée : la bataille devait se dérouler automatiquement, selon le règlement, dès que le commandant supérieur descendait les troupes du groupe ; C'est la seule garantie contre l'hésitation et la non-exécution des ordres. Il s'opposait au désir d'amincir la ligne de fusil, ce qui conduit à son anémie, et finalement à l'impuissance du feu. Un déploiement rare au début conduit à un mélange des unités et affaiblit le commandement. Une zone qui cherche à perturber l'attaque scolaire normale et tente les troupes avec des fermetures est méprisée par von Scherff. «L'ancienne école s'oppose à la formule : l'unité des vues doit remplacer l'unité de forme ; en même temps, ils négligent le fait qu'en pratique, les vues ne peuvent se manifester que sous des formes.» Sans régulation, il n'y a pas d'unité d'action.

Il ne faut pas penser que nous soyons libres de choisir telle ou telle tactique d'infanterie. La méfiance connue à l'égard de ses propres masses, comme cela a été observé pendant la période de préparation à la Guerre mondiale en France et en Russie, se reflète désormais dans les inclinations offensives bien connues, dans la volonté, éventuellement, de disperser plus tard l'infanterie à partir de formations serrées.

D'autre part, la tactique subit la pression la plus puissante de nos conceptions opérationnelles. La tactique de choc est naturellement liée aux aspirations opérationnelles à une frappe décisive. Ces frappes décisives — un mouvement continu et redoutable de masses denses, s'échelonnant en profondeur et se soutenant physiquement mutuellement — sont en complet désaccord avec les exigences de la tactique de feu. La tactique de feu exclut les attaques décisives et déplace le centre de gravité du combat vers le début de celui-ci, vers le développement, dès les premières minutes, d'un feu de force maximale ; c'est ici que commence le combat pour la décision, qui se manifeste par une supériorité de feu, et non comme une simple préparation à un coup final censé avoir lieu à la fin du combat. La tactique de feu porte une attention particulière à ses combattants en première ligne, car seules leurs actions réussies conduisent à la victoire tactique ; cette ligne de front ne peut être alimentée que par des renforts, et non poussée par des réserves venant de l'arrière. Les réserves tactiques derrière le front ne jouent dans la tactique de feu qu'un rôle de soutien. De ce qui précède, il est clair que la tactique de feu ne peut en aucun cas être combinée avec les méthodes napoléoniennes de frappes décisives et contredit fortement les techniques équilibrées de l'escrime de la doctrine française, qui voulait commencer le combat lentement pour que le commandement supérieur puisse observer et prendre le contrôle. La tactique de feu exige, en réalité, la suppression de tout intervalle entre l'avant-garde et les forces principales, afin d'assurer le déploiement rapide de ces dernières et un départ relevé et coordonné du combat par le feu.

Et nous voyons la persistance des tendances frappantes en Russie en raison du manque de préparation des masses, et en France en raison des aspirations réactionnaires de la doctrine et de l'état-major supérieur.

Un nouvel élément mis en avant par la période de guerre de position de la Guerre mondiale est le « déclin » du fusil d'infanterie. Le développement considérable des moyens de combat à longue distance a déplacé vers eux le centre de gravité du travail offensif : le combat, selon les innoveurs les plus extrêmes, est mené par l'artillerie, et l'infanterie se limite à occuper l'espace qu'elle a nettoyé. La mitrailleuse et le fusil ont commencé à être considérés non seulement comme des armes de combat rapproché, mais aussi comme des armes de

combat défensif. L'offensive de l'infanterie s'est transformée en promenade pour capturer des prisonniers et des trophées, et la lutte de l'infanterie pour la supériorité de feu s'est dissipée. L'offensive, à partir d'une confrontation de feu, s'est transformée en assaut, en coup, en travail au corps à corps et à la grenade à main. Cela n'arrive le plus souvent que lors d'une offensive infructueuse.

Voici certaines racines de la résurrection au XX^e siècle des idéaux de choc. Les étrangers expliquaient souvent les tendances de choc de l'infanterie russe par sa composition paysanne. Bien sûr, les manœuvres de choc permettaient plus facilement à un petit nombre de représentants de la classe dominante de pousser la masse paysanne en avant, transformant l'offensive en assaut. Mais beaucoup s'expliquait aussi par le fait que ce n'était pas l'infanterie qui écrivait ses règlements, mais que ces derniers étaient écrits pour l'infanterie.

Ce processus de lutte entre les tendances de choc et de feu se déroule sur fond de diminution continue de la taille de l'unité tactique d'infanterie. Le bataillon caractérise les acquis de l'époque de Moltke, tandis que la section représente l'époque moderne. En observant ce processus de réduction de taille, nous avons vu qu'il produisait des résultats importants, mais seulement dans les cas où il était accompagné d'une amélioration correspondante de la formation des jeunes officiers. On ne peut présenter au commandant moderne de section, en termes de conscience et de préparation tactique, aucune exigence moindre que celles qui étaient imposées à un professionnel expérimenté commandant un bataillon à l'époque de Moltke.

La tactique de feu ne se limitait pas à l'infanterie. La cavalerie, heureusement, jusqu'au début du XX^e siècle, conservait les manœuvres tactiques de combat à cheval héritées du XVIII^e siècle ; cela était justifié par le fait que l'arme principale de la cavalerie — le cheval — n'évoluait pas de la même manière que les armes de l'infanterie ou de l'artillerie. C'était, bien sûr, une erreur. La cavalerie devait se préparer à une activité opérationnelle indépendante, et pour cela, renforcer considérablement ses moyens de feu et son art du combat à pied. Au début de la Première Guerre mondiale, seule la cavalerie allemande satisfaisait passablement aux nouvelles exigences. Cela est largement dû à l'écrivain militaire allemand Bernhardt. La cavalerie russe apparaissait, surtout en Prusse orientale, comme venue d'un autre siècle ; lorsqu'elle avançait, elle devait, la nuit, se replier derrière l'infanterie, se sentant dépendante et démunie, capable d'intervenir dans des épisodes ponctuels, mais inapte à travailler dans le cadre d'une opération. La terrible sélection des chefs de cavalerie russes – œuvre du grand-duc Nicolas Nikolaïevitch, lorsqu'il était inspecteur de la cavalerie.

Le changement décisif et révolutionnaire de la tactique de la cavalerie, sa modernisation, l'intégration dans la cavalerie d'armes à feu et leur utilisation intensive au combat—c'est déjà un accomplissement de 1919, une conquête de la guerre civile.